

LE PELLERIN:
échéance à retardement

PLAGES POLLUÉES:

Le palmarès de
Loire Atlantique

apl

CHAQUE MERCREDI 5F • INFORMATIONS

REGIONALES • N°

128 DU 2 AU 9 JUIL 80

Nantes, St Nazaire :

RADIOS EN LIBERTE





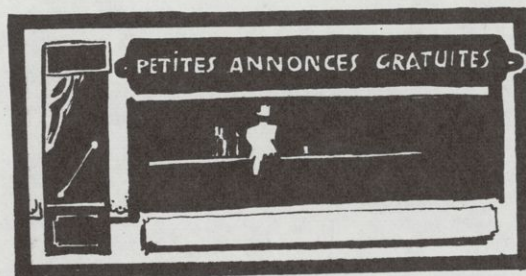
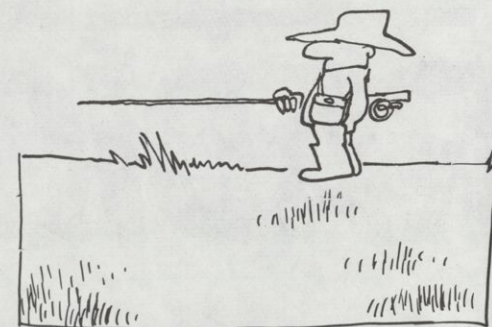
Sèvre « politique »

Le conseil municipal de VERTOU a lors de sa dernière séance, abordé la question de l'accès aux bords de la Sèvre, (voir APL N°127). M^e DEJOIE, le maire, devait déclarer : "Il est inadmissible que tout un chacun puisse faire la loi lui-même; la force ne doit pas primer le droit. Ce n'est pas encore comme cela dans notre pays et le conseil municipal ne pourra pas accepter que de tels faits se reproduisent. Certains dirigeants de l'association de

défense voulaient sans doute faire plaisir à leurs adhérents pour des motifs bien précis, car ils estimaient qu'on n'avait pas parlé assez d'eux dans la commune." Le maire est formel sur l'interprétation à donner des textes règlementant l'accès aux rives de la Sèvre: "La servitude de marchepied n'est accordée qu'aux agents de la navigation et aux pêcheurs. Cela n'entraîne donc pas le droit de passage continu et perpétuel et n'autorise pas les irresponsables à commettre des déprédations". Et Mr DEJOIE de conclure : "Cette affaire est de la basse politique politicienne".

Le maire de BOUGUENAISET député F. AUTAIN donne, dans une lettre du 24 juin, une

interprétation différente. Il demande en effet au préfet quelles mesures celui-ci compte prendre pour permettre le libre accès aux rives de la Sèvre en conformité avec l'arrêté de 1979. "Le conflit actuel porte un grave préjudice aux agents de la navigation fluviale et du génie rural gênés dans l'accomplissement de leurs tâches et aux pêcheurs vertaviens". ■



VENTS Peugeot 403/7 1965
140 000 KM
Bon état mécanique- essuie glaces et circuit électrique à revoir.
La rouille à hélas quelque peu grignoté la carrosserie.
600 F. Marie- Françoise
71.38.36 (le soir de préférence)

Gde maison à Couëron en pleine nature, tranquille, grand jardin, potager, 3 chambres. Libre du 28 juillet au 18 aout. Participation au Loyer.
Tél : 63.26.20. après 19H.

"Avis de recherche", le journal antimilitariste interdit, n'est plus domicilié au 139 rue des Pyrénées Paris.
La police rôdait. Ils ont déménagé. Leur nouvelle adresse sera communiqué d'ici peu.

VOITURE ET CHIOT.
Vends 204 salon 75, bon état, pneus neufs. Prix argus et chiot 6 mois, épagneul breton.
S'ad. JOBARD J. Luc
42 Bd Joffre 49300 CHOLET
Tél : (16-41) 46.17.41.

CHERCHE caisse de 2CV camionnette, plutôt bien gaulée (caisse longue). Sans moteur (j'ai). Toutes propositions sauf malhonnêtes étudiées :
Tél Nicolas 76.26.33.

SOMMAIRE

- MEDIA:
 - Radios libres.....P 3,4 et5
- NUCLEAIRE:
 - Le Pellerin,nouveau recul..P 6 et 7
 - La Hague,une leçon d'humilité P 8
 - Une nettoyeuse.....P 8
- ENVIRONNEMENT:
 - Egout sur plage.....P 9,10 et11
 - B,D: Vacances.....P 12
 - BREVES.....P 13
- DIVERS:
 - Indiens mohawks
 - St Priest
 - Taulards bretons.....P 14
- PAYSANS:
 - Ferme,la porte ouverte.....P 15
- VENDEE:.....P 16
- ECOLE:
 - Ménigite.....P 16
- CULTURE:
 - Une BD de nantais.....P 17,18
 - Arcane: 17,intelloches en stage P 18
 - Cinéma.....P 19



ABONNEMENT

Je m'abonne pour :

Un trimestre	<input type="checkbox"/> 12 numéros :	48 F Soutien : 50 F
Un semestre	<input type="checkbox"/> 24 numéros :	90 F Soutien : 150 F
Un an	<input type="checkbox"/> 48 numéros :	180 F Soutien : 250 F

NOM _____ Prénom _____

Adresse _____

Mettre les chèques à l'ordre des Nouvelles Éditions de l'Ouest et les adresser à l'APL, 26 bis boulevard R.-Schuman 44300 NANTES.

3 numéros gratuits

Réservé aux personnes à qui tu veux faire connaître le journal

NOM

PRENOM

ADRESSE

Je. (nom)

Adresse

souscris pour	- moins de 100 F	<input type="checkbox"/>
	- entre 100 F et 200 F	<input type="checkbox"/>
	- plus de 200 F	<input type="checkbox"/>

apl

Dir.
J. Sauvageot

/ Cppap n° 59803 / Agence Presse Libre :

26 bis boulevard R.-Schumann - 44300 Nantes

/ Tél. 76.26.33 / Imp. Mellinet - Nantes

REUNION DE REDACTION

Le samedi matin, de 10 h à 12 h 30, réunion de rédaction ouverte à tous.

PERMANENCES

Tous les jours: 17-19 h

Telephone: 76.26.33.

PAVES DANS LA MARE DU MONOPOLE

Ces dernières semaines, le Pouvoir a montré sa volonté de ne pas remettre en cause le monopole des ondes : perquisition, saisie de matériel, inculpation de militant(es). (Nancy coeur d'acier. Radio Quin Quin, Radio Paris 80). Ces attaques coïncident avec le lancement de radios régionales ou catégorielles (Radio 7, pour les jeunes). Ce sont donc les radios qui émettent le plus largement ou le plus régulièrement, qui concurrencent le plus les radios du monopole. Pourtant, il pouvait sembler que des fractions de plus en plus larges de la majorité politique comptaient les jours du monopole. En Loire Atlantique, RL 44 à Nantes lutte pour exister et essaye par la régularité dans les émissions de gagner un public, de se faire reconnaître par les organisations syndicales, politiques. A St Nazaire RL Populaire sortant de la clandestinité, émettant régulièrement depuis plusieurs mois, est plus décidée que jamais à s'engager dans la bataille contre le monopole, à affirmer son objectif : être une radio insérée dans une réalité locale.

en direct de **radio libre St Nazaire**

Radio Libre Populaire St Nazaire a fêté la semaine dernière ses 2 ans d'existence en inaugurant une série d'émissions en direct. L'équipe a donc émis toute la semaine à partir de la maison du peuple où ils sont installés depuis quelques temps. R.L.P. est sorti de la clandestinité, stimulée par l'expérience de Radio Paris 80 et veut en tirer aujourd'hui toutes les conséquences sans se cacher les problèmes : "modèle de radio à imiter" et les questions : "une radio pour qui, pour quoi faire ?..." Un membre de l'équipe dit :

"Avoir tenu 2 ans, malgré le brouillage, la lassitude, c'est important. On a émis pourtant avec régularité. Le passage au "direct" était ressenti comme une suite logique, une nécessité vitale : faire participer les gens". Il est vrai que le tournant important était l'installation à la Maison du Peuple. Cela s'est fait simplement à partir de la demande d'une salle de permanence. Ils ont imposé leur présence et placé les organisations devant le fait accompli. Pour la CGT à présent RLP est reconnue comme "radio d'expression des luttes" et moyen de la liberté d'expression; des militants ont participé à une émission. Est-ce une évolution par rapport au discours sur la "démocratisation du monopole" ? Mais l'UL CFDT est toujours réticente : il faut des radios locales car il n'y a pas de liberté d'expression mais le danger d'en arriver aux radios locales commerciales existe. "Ce qui gêne le plus les organisations syndicales ou politiques, c'est que nous soyons indépendants, incontrôlés par eux, ça leur fait peur".

Au cours de la semaine a eu lieu une émission dont le thème était "les bas salaires" et "faut-il défendre l'outil de travail". Grâce au direct, le débat s'est installé entre un intérimaire, une vendeuse et un délégué syndical, les premiers remettant en cause l'inertie syndicale face au travail intérimaire, au temps partiel, aux hors-statuts. Malgré cela, la libre expression des gens, ce n'est pas évident : lundi, lors de l'émission sur la liberté d'expression, précisément, les gens présents (venus en nombre, des bruits couraient sur la venue des flics) ne se sont pas exprimés, le micro monopolisé par les représentants d'organisations comme l'UDB, le PSU, la CFDT etc... Il sera difficile pour les gens de venir dire spontanément ce qu'ils vivent dans leur boulot, leur quartier. "Il faudrait aller vers eux. Pour le moment, RLP est peut-être le plus possible l'expression des luttes, pas encore l'expression des vies". Radio "libre" parce qu'indépendante mais pas encore "parole libre" pour tous. "Mais comment faire en sorte que les 3/4 de la population qui n'



a jamais la possibilité de s'exprimer puissent un jour parler dans un micro ?"

Cela peut changer parce que RLP dure et semble reposer sur une reconnaissance, un soutien populaire. "Nous savons à présent que nous continuerons d'exister même en cas de répression". En mars des membres de l'équipe de la radio étaient convoqués par le juge d'instruction. Ils étaient inquiets et assez démoralisés : "Pourrions-nous continuer". Il semble ne pas y avoir d'explication satisfaisante de la non intervention de la police. TDF ne brouille plus, les laisse émettre en direct ! "A présent, nous savons que si du matériel était saisi, les émissions reprendraient dès le lendemain. Nous faisons partie du paysage nazairien. Même sans participer, les gens considèrent notre existence importante. RLP n'est pas un principe mais une réalité". Plusieurs personnes sont inculpées pour avoir participé à des émissions de Radio Libre Populaire St Nazaire. Une pétition a été lancée par l'Association nazairienne pour la liberté d'expression" Les signataires reconnaissent avoir participé à la réalisation d'émissions (près de 200).

R.L.P. est affiliée à la Fédération Nationale des Radios Libres, mais se situe de façon critique. "La discussion au sein de la fédération n'est possible que si elle prend en compte toutes les expériences des Radios Libres et les conditions concrètes dans lesquelles ces expériences s'inscrivent. Il ne faut pas de petites radios marginalisées au profit de "grosses" comme Radio Paris 80. Ensuite, présenter Radio Paris 80 comme modèle nous pose problème dans la mesure où il s'agit en fait d'une grosse radio émettant dans une agglomération si importante qu'on peut se demander en direction

de quelle réalité, de quelle population elle émet.
N'y a-t-il pas derrière la négation du développement d'un tissu de radios locales ou spécifiques prises en charge par les auditrices et auditeurs.
Enfin, que signifie "le front politique" dans le but d'obtenir un moratoire ? Peut-on attendre d'un moratoire ou d'une loi autre chose qu'un aménagement du monopole permet tant à quelques "grosses" radios d'exister dans les conditions de dépendance politique et économique que l'on devine".
RLP veut continuer à affirmer sa volonté d'être l'expression d'une réalité locale indépendante des organisations et financièrement.



A ce sujet, il leur semble indispensable de reprendre le système des cotisations et des cartes de soutien.
RLP va continuer d'émettre 2 fois par semaine le vendredi à partir de 8H, le dimanche à partir de 11H. La réunion du mardi soir, à la Maison du Peuple, sont ouvertes à tout le monde. ■ R.F.

moyens.

APL : Avec l'interview d'Ayrault et l'émission faite par la CGT, RL 44 a acquis une sorte de reconnaissance. Comment ça s'est passé ?

RL 44 : On a suivi l'exemple de St Nazaire, où la radio avait rencontré les syndicats, fait parler des personnalités politiques. Ayrault a toujours dit qu'il soutenait les radios, c'était facile. Quant aux syndicats, c'est nous qui les avons sollicités, dès janvier. Côté CFDT, l'UD n'a jamais répondu.. Par contre la CGT a été favorable, ouverte mais elle attendait un conflit un truc local pour saisir l'occasion. Cette ouverture correspondait pour nous à la volonté de ne pas rester marginalisés, à s'auto-interviewer, à voir les copains. En devenant un interlocuteur reconnu on réduit les réticences pour accepter de "causer dans le poste".

Au niveau d'une répression, on est aussi plus ou moins assuré d'un soutien. L'émission CGT a correspondu à une conjoncture nationale (les radios CGT saisies, poursuivies) et locale (le conflit de la Nantaise de Fonderie).

Des militants de l'UD et de l'UL CGT ont fait l'émission diffusée depuis la Bourse du Travail. Notre rôle a été technique, montage de la bande, illustration musicale et émission, la CGT a fait le battage dans les boîtes "la CGT parle sur Radio Libre 44". Ca nous a fait connaître et écouter.

APL : En ce moment pas mal de radios ont quelques problèmes... Pour vous ça craint ?

RL 44 : Ceux qui se sont fait piquer étaient des radios qui émettaient publiquement avec local, téléphone public, dans les studios. En ce moment, on n'a pas le rapport de force, on n'émet pas publiquement ni en direct. Avant les présidentielles, il y aura sans doute moins de brouillage, de répression et le direct sera possible impliquant les gens de manière plus intéressante. L'année prochaine on ne sortira pas encore de l'ombre, on va se contenter dans un premier temps d'améliorer les combines pour parer le brouillage : émission sur plusieurs fréquences et d'autres astuces pas avouables...

Ces trois derniers mois de fonctionnement, sans brouillage, ont intéressé des gens qui se joindront à nous à la rentrée pour étoffer l'équipe, discuter des formes d'émissions, qui seront de toutes façons plus fréquentes, régulières.
Nos projets en septembre ? D'abord couler l'APL et prendre la place.

R.L.44: du matos, des envies

Longtemps cantonnés (par la semi clandestinité) dans une marginalité, un désintérêt, Radio Libre 44 crevait du brouillage et de l'épuisement. Aujourd'hui après 3 mois de fonctionnement plus régulier et des émissions avec le P.S. (interview J.M. Ayrault) et dernièrement la CGT, la radio nantaise sort un peu de l'ombre. Cette reconnaissance, cette nouvelle audience, l'arrêt du brouillage leurs regonflent le moral, ils parlent de projets, de développement en envisageant leur existence autrement qu'en termes négatifs de survie et de cache-cache avec les gardiens du monopole.

APL : Cette année, RL 44 a repris ses émissions. Pourquoi ? Quand ? Comment ? Parlez ! de toutes façons vos copains à côté ont craché le morceau...

RL 44 : En octobre : quelques émissions épisodiques. Le 2ème trimestre nous a vus plus actifs, avec des émissions faites avec des groupes, des associations et des retransmissions des concerts de l'APL. Sur Nantes, l'ancienne équipe de RL 44 n'existait plus depuis un an. Radio Blues Malakoff, une expérience de quartier, s'était arrêtée avec l'été 79 ; plus personne sur Malakoff pour s'en occuper.

Au plan national on reparlait des radios : Longwy, Radio Riposte, des saisies, des procès. Le phénomène radio libre ne pouvait plus être nié. (Un sondage récent découvre que 63% des gens y sont favorables). On a voulu reprendre la radio. On avait toutes les conditions : du matos, des envies et du monde. On s'est posé le problème d'une radio de quartier mais personne d'entre nous n'était vraiment implanté quelque-part, ça aurait été plaqué. On a aussi voulu occuper le terrain pour avoir notre mot à dire dans ce qui allait se passer. On sentait venir les projets gouvernementaux... On a donc décidé d'émettre sur Nantes. L'ancienne Radio Libre 44 avait une efficacité minime et s'était éteinte d'épuisement et du brouillage. Notre obsession à ce moment là : échapper au brouillage.

Au début, on annonçait peu les émissions et puis, on a émis sur plusieurs fréquences. A Nantes, TDF ne peut brouiller 2 fréquences à la fois. Au 3ème trimestre, on a émis plus régulièrement, tous les lundis soir. Objectif : avoir une écoute, un public. Notre apprentissage s'étant fait dans les mois précédents, chacun pouvait plus ou moins fabriquer une bande : prise de son, mixage, émission. La régularité du travail, on l'assure à cinq environ, plus deux qui travaillent sur la technique réparent les émetteurs, les antennes. C'est du bon matériel de fabrication artisanale, mais fragile et surtout pas mal trimbalé...

- la participation de 2 d'entre nous à Radio Plogoff, à la pentecôte, nous a regonflé le moral.
- ils ont eu l'illumination, ils ont de nouveau la foi.
- c'est vrai on pris notre pied : 2 jours complets de radio, sans brouillage, entendue à 100 km à la ronde. Sur le site une bagnole avec émetteur faisait des interviews en direct enregistrant les concerts, le tout relayé, rediffusé par les gros émetteurs dans une maison pas loin. Avec un numéro de téléphone public, ça donnait un écho instantané de l'opinion des auditeurs. Sans téléphone, c'est frustrant la radio, impossible de prendre le pouls des auditeurs, de savoir si on est écoutés, si ça plait. Plogoff nous a montré les réelles possibilités d'une radio dans de bonnes conditions, sans clandestinité ni gros



A part ça on pense à des émissions le matin : entre 7 et 9 c'est la plage horaire la plus écoutée. Mais il faut faire un autre type de radio, donner l'heure souvent, faire des flashes d'actualité, des revues de presse, de la musique. Fini, les émissions à thèmes, chacun n'écoute le matin qu'un quart d'heure, 20 mn pas plus.

On gardera les émissions plus longues, comme celles qu'on fait actuellement, mais pour d'autres horaires.

On n'a pas trop discuté sur le contenu des émissions. L'objectif c'est d'exister, pondre plusieurs émissions par semaine. On verra si on se permet une expression à nous, si le fait de participer à la radio donne le droit de donner son point de vue. Si on peut raconter des trucs qu'on a vu ou su : exemple, sur le Notis, on savait des masses de trucs mais on n'avait pas de bande enregistrée sur le terrain, sauf une en anglais indiffusable. Une collaboration est possible avec d'autres. Avec l'APL ça a été fait: interview d'Ayrault, les tailleurs de pierre, le Notis. Avec Radio Libre Populaire St Nazaire, on avait pensé à des échanges de cassettes, mais ça ne s'est jamais fait.

Question financement, là c'est le hic : une radio ne vend rien, à l'inverse d'un journal. Il y a les

cotisations internes : minimes, on n'est pas Rockefeller. Les ventes de cassettes des concerts d'APL, c'est annexe aussi, sans réseau de distribution. Il y a les cartes Canard Laquais avec les réductions dans plein de magasins. Cette année ça a rapporté entre 2000 et 3000 F. Pour l'année prochaine ça peut marcher beaucoup mieux. A Milan Radio Popolare a une carte de réduction (dans un réseau de commerces, de cooperatives) qui leur rapporte pas mal. En soignant la promotion et la diffusion de cette carte, ça peut nous aider bien question finances.

Il y a aussi les galas, les spectacles, mais on ne pourra l'assumer qu'avec un élargissement de l'équipe.

APL : Question forme comment ça va ?

RL 44 : Le ton des émissions, la décontraction, ça s'acquiert à la longue. Déjà, dire bonjour et au revoir sans avoir l'air trop cave, c'est toute une affaire. Il faut dépasser le blocage et être à l'aise sans tomber dans le genre Collaro ou Pierre Douglas, ni complètement dans le sinistre. On a fait une émission où, sur 3/4 d'heure, on avait 10 sons de voix différents, c'est déjà plus vivant. La musique qu'on passe est trop souvent illustrative, des chansons à thème

cing

qui collent à ce qu'on dit. Pour illustrer on peut aussi utiliser des enregistrements de pub radio ou télé (émission sur les femmes et la pub); ou bien des conversations téléphoniques en branchant un micro sur l'écouteur. Le problème, c'est qu'on coince les gens, à leur insu. C'est un... euh... problème de déontologie voyez-vous !

APL : Vous êtes affiliés à l'ALO (Association pour la Libération des Ondes) d'autres comme St Naz se retrouvent au sein de la Fédération Nationale des Radios Libres. Quel est le clivage ?

RL 44 : Avec l'ALO, on a eu dès le début de très bon contacts, ils nous ont prêté du matos pour nos premières émissions en juin 77. L'histoire du clivage remonte à la période d'avant mars '78 où tout le monde voyait la gauche au pouvoir. L'ALO discutait d'une réglementation à venir, tandis que les dissidents qui allaient fonder la Fédération disaient non à l'institutionnalisation. Leur mot d'ordre : "que la bande FM soit prise d'assaut !". Par contre, l'ALO voulait une réglementation sur quelques points :

- empêcher qu'un individu puisse avoir une radio à lui tout seul, ce qui se passe en Italie où un type seul, à coup de musique et quelques flashes de pub empêche un groupe d'occuper sa fréquence.
- limitation de puissance à 1 KW, ce qui donne une portée et un confort d'écoute dans un rayon de 30 km, ceci pour garder un caractère local, éviter la surenchère, la guerre des puissances (voir l'Italie)
- non aux chaînes de radio locales (voir l'Italie), par des systèmes de relais, RTL, Europe avec des pubs, des jeux et quelques infos locales sont prêts à occuper la place quand le monopole craquera. A Nantes Europe 1 est installé rue Crébillon, avec 2 journalistes. On parle d'un studio superbe, tout prêt à fonctionner.
- oui à la publicité seule possibilité sérieuse de financement mais limitée à 5 mn/jour maximum. (A Milan Radio Popolare à 30% de ces recettes provenant de la pub, en priorité pour les cops ouvriers).

propos recueillis par Nicolas

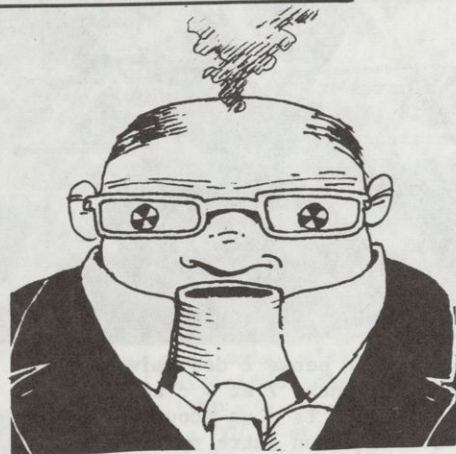


LE PELLERIN

nouveau recul du gouvernement

Nous devons être fixés en ce mois de juin. Encore une fois les nucléocrates se sont dérobes, fixant un nouveau délai début 81. Peut-être eussent-ils été plus francs de la collerette en avouant tout bonnement : nous ne déciderons rien avant les présidentielles. Voilà en tout cas un exemple unique: c'est la première fois dans l'histoire des chantiers nucléaires que le début des travaux ne suit pas la déclaration d'utilité publique.

Nouvelle fissure dans le programme électro-nucléaire français. Quelle que soit la décision finale, cette nouvelle reculade est déjà une victoire. Qu'elle est douce l'attente...



La dérobad

Ce n'est pas le premier recul, la première tergiversation; souvenez-vous jeudi 19 avril 79 en aparté d'une conférence de presse, Marcel Boiteux, le Patron d'EDF, lâche à un journaliste de Libération qui l'interroge sur les rumeurs courant depuis un moment dans la région nantaise :

"Il n'y a pas de fumée sans feu. Compte-tenu de la proximité de l'agglomération nantaise, le gouvernement a effectivement demandé des études complémentaires. Cela ne signifie pas que le projet soit abandonné, ni même différé indéfiniment; disons qu'il est retardé."

Ce que confirme le lendemain à la télévision le ministre Giraud : si certains projets de centrales ont pris du retard, c'est que "le gouvernement a pris conscience, avant même les incidents de Harrisburg, des risques encourus par les populations voisines des installations nucléaires et qu'il a demandé aux services compétents d'approfondir les études de sécurité."

Car en avril 79, on est entré dans l'ère post-Harrisburg. L'accident nucléaire de Pennsylvanie est une grave faute de goût au moment même où l'EDF lance une énorme campagne de publicité en nucléocolor et sur papier glacé et où la Chambre de Commerce de Nantes met le paquet avec un numéro spécial de "plein-Ouest" sur les bienfaits du nucléaire.

Décidément, en ce mois d'avril il semble qu'EDF et le gouvernement aient choisi de laisser passer les élections présidentielles avant de rouvrir le dossier du Pellerin.

C'est pour cela qu'on est un peu surpris lorsque, le 23 octobre dernier, André Giraud annonce à Chauty et Guichard,

que les conclusions de la commission de Sécurité seront connues en juin 80. Notre scepticisme était justifié.

Au ministère de l'Industrie on laisse aujourd'hui ouvertement entendre que la décision définitive ne sera pas prise avant début 81. Selon d'autres sources ministérielles, on ne serait même pas en mesure d'avancer une date quelconque, les études de sécurité se poursuivant toujours.

Une nouvelle dérobad de qui, bien sûr, souffle du vent à l'éolienne de ceux qui pensent que le projet de centrale nucléaire du Pellerin est aujourd'hui remis aux oubliettes de l'atome. Aucun argument décisif ne permet pourtant de l'affirmer.

Bruits et opinions

Lundi 23, au restaurant inter-entreprises de la zone industrielle de Rezé, une centaine d'industriels locaux dinait et débattait des problèmes énergétiques. Si l'on peut estimer que la question de la construction ou non de la centrale du Pellerin était sur toutes les lèvres, elle ne sortit pas des gosiers patronaux. C'est du moins ce que rapporte l'inévitable BODIGUEL de Presse-Océan qui, passé le dessert, "exprima - je le cite - tout haut ce que chacun pensait tout bas," tarabustant Jean PRONOST directeur du journal "ENERG'HIC (l'organe des poivrots de l'atome ?). Pronost n'est pas un inconnu. "Ingénieur spécialiste des problèmes de sécurité" il était, tout en se défendant d'être un politique, correspondant départemental de la SFEN (Société Française d'Energie Nucléaire), cette émanation radio-active de la Cham-

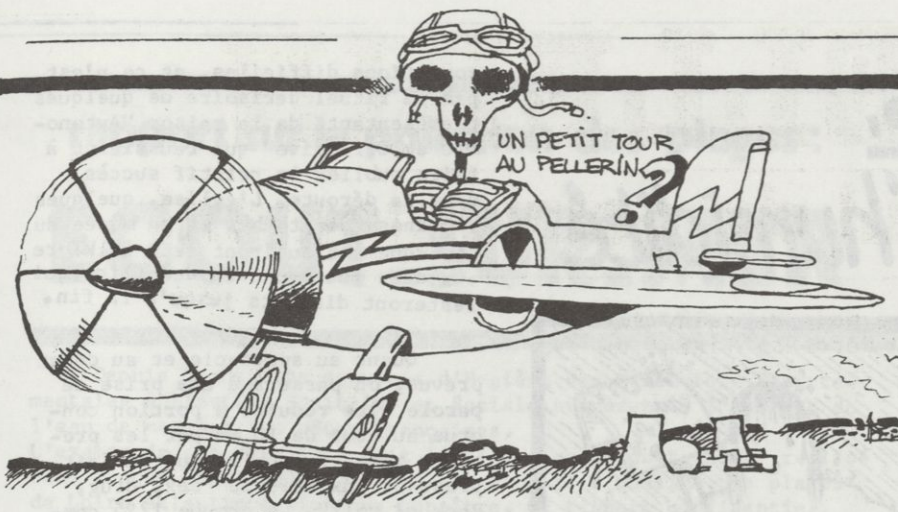
bre de Commerce et d'Electricité de France. Sorte de missionnaire de l'atome, il affirmait en novembre dernier tout en nous noyant sous les considérations technico-scientifique, que "seuls les partisans des Centrales nucléaires sont de vrais écologistes".

Rapportés par Presse-Océan, voici ses propos de lundi dernier : "Plutôt que d'avoir à affronter l'hostilité d'une partie de l'opinion locale sur cette implantation, il est probable qu'EDF pourrait renoncer au Pellerin et, en échange, poursuivre en Basse-Loire l'extension des tranches au charbon même si les rejets de ces centrales sont de dix à cent fois plus dangereux que ceux des installations nucléaires".

Jean PRONOST se défend aujourd'hui d'avoir tenu de tels propos et accuse BODIGUEL de provocation. A prendre donc avec des pincettes, des gants et une combinaison SHADOK...

Qu'on se souvienne des propos de M. Louis TIMBAL - DUCLAUX, directeur de la sécurité à EDF lors du récent colloque baulois de "Relations et conjonction, sur le thème "Energie et développement dans les Pays de la Loire". "La région se trouve confrontée à la seule alternative du nucléaire. Plogoff, le Pellerin paraissent inéluctables; un mal nécessaire".

Quant au directeur régional de l'Industrie, M MANDIL, il affirmait à ce même colloque que la région souffre d'un déficit énergétique, "déficit que seul le nucléaire pourra couvrir dans des conditions de coût convenables".



Alors, les nucléocrates ont-ils plié bagage ou bien tentent-ils de noyer la civelle avant de la court-bouillonner aux eaux réchauffées de la centrale du Pellerin ?

Au Pellerin, en tout cas, on se montre plutôt optimiste. Le maire, Gaston VILLAIN, est de plus en plus convaincu que la centrale ne se fera pas. J'ai demandé à Mme MURVILLE, du Comité de Défense, comment elle analysait le nouveau recul du gouvernement : "Je n'en suis pas vraiment étonnée : je les voyais mal annoncer publiquement leur décision avant les élections. Sur le contenu de cette décision, je suis aujourd'hui plus optimiste quoique je n'arrive pas à croire qu'ils diront NON à la centrale : ils rechercheront sans doute une façon honorable de s'en sortir. En attendant, l'EDF fonce sur d'autres sites : je pense en particulier à SIVAUX dans la région de Poitiers" (voir encadré). Pour embrayer sur le chapitre "échecs électoraux", il convient de citer également cette hypothèse : elle concerne cette fois les municipales de Nantes. L'Etat ne tient pas à déclencher un conflit ouvert avec la Mairie de Nantes qui pourrait mobiliser derrière elle le large courant d'opinion hostile à une centrale nucléaire en Basse-Loire. L'opposition de l'Etat restera de couloirs et de chiffres : mettre des bâtons dans les roues de la gestion municipale sur le financement du tramway ou de Cheviré par exemple, peut s'avérer payant pour la droite.

D'autres arguments peuvent expliquer l'embarras actuel du gouvernement. Les différents recours devant le Conseil d'Etat, d'abord, et qui n'ont toujours pas abouti (absence d'étude d'impact mais aussi légalité ou non de la peu contrôlée appellation "mairie annexe" des camionnettes EDF au cours de l'enquête d'utilité publique).

Plus grave sans doute est l'opposition des services de sécurité nucléaire au site du Pellerin, et cela depuis juillet 1976. La formule tant citée de "site le plus mauvais du monde" n'est pas une trouvaille d'antinucléaire mais bien l'avis du S.G.S.I.N. (Service Général de Sécurité des Installations Nucléaires) qui dépend du Commissariat à l'Energie Atomique. Cette opinion négative dès le départ s'est trouvée confortée par l'accident de Three Mile Island. On s'explique dès lors la lenteur des travaux de la Commission de Sécurité à rendre ses conclusions.

Tout ceci se conjugue bien sûr (mais est-il utile d'y revenir ?) avec une opposition locale qui ne s'est jamais démentie (5 000 lors du dernier rassemblement, en période archi-calme) et avec les heurts et malheurs d'EDF sur un site qui n'est pas si lointain : PLOGOFF. Le fait est que les réactions de plus en plus dures des populations locales renforcent la nouvelle orientation d'EDF : la densification des sites qu'elle possède déjà, que ce soit Chinon, Brénis ou Cordemais. C'est cela actuellement la seule certitude. Pour le reste, il n'est pas encore temps de crier victoire et de relâcher la vigilance. "La déclaration d'utilité publique est valable dix ans, m'indique Marie-Françoise des Amis de la Terre de Nantes, et nous sommes encore loin du compte. Et puis nous menaçons la prospection de l'uranium dans la région. Clisson, Château-Thébaud, Guérande... Sait-on qu'une mine d'uranium est dix fois plus polluante qu'une centrale nucléaire ? la lutte antinucléaire doit se déplacer, se donner pour objectif de bloquer l'approvisionnement en minerai des centrales nucléaires". De ce côté là, au moins le chômage ne nous menace pas. ■

Ph. B.

LE PELLERIN A SIVAUX ?

Les deux sites ne sont pas organiquement liés. N'empêche... A mesure qu'on se "hâte lentement" au Pellerin, on accélère (les particules ?) sur les rives de la Vienne. Nucléaire à Sivaux et charbon en Basse-Loire ce pourrait être l'actuel pari d'E.D.F.

L'inventeur du site de Sivaux est, qui s'en étonnerait, un politique le ministre économiste MONORY, maire de Loudun et quelque-chose comme Président du Conseil Régional de la Vienne. Leur Chauty... Situé sur la Vienne à une trentaine de kilomètres de Poitiers, Sivaux n'est pas un très bon site. Le débit d'étiage de la Vienne semble insuffisant à l'implantation d'une centrale nucléaire : inférieur à 20 m³/seconde pendant deux mois d'été (chiffres vérifiés sur cinquante ans) alors que la Loire, aux années de grande sécheresse (1947 ou 1976) ne descend pas au dessous de 46 m³/sec. Seront donc posés de façon aigüe des problèmes de diffusion des effluents radio-actifs et de pollution par réchauffement des eaux. Si EDF s'oriente sur un programme nucléaire ambitieux, il faudra sans doute construire d'immenses barrages en amont. Autre argument négatif : la présence dans cette région de très riches sites archéologiques mérovingiens. Enfin... les vieilles pierres et les fragments de poteries... Autre problème spécifique : un sous-sol "en gruyère", avec des possibilités de fissures ou de gouffres. De gouffre à ciment aussi... ■

A l'actif de Sivaux par contre la facilité de raccordement au réseau (la ligne de Braud-St-Louis remontant vers le centre ouest est toute proche) ; mais aussi des arguments sociaux : un milieu rural, conservateur, âgé, donc réputé favorable ; un taux de chômage important avec de petites usines qui licencient. Les études préliminaires sont en cours, et l'enquête d'utilité publique pourrait démarrer dès fin 80. Tout risque d'aller très vite. Le programme ? 2 ou 4 tranches de 1400 MW ou même la surgénération. L'opposition ? Contrairement au Pellerin, elle part de la ville avec un noyau de scientifiques antinucléaires puissant sur la vieille fac de Poitiers. Ils ont mené un gros travail d'information et aujourd'hui se mettent en place des comités locaux (une trentaine). Prochaines actions prévues : une opération "Bison futé radio-actif" sur les routes des vacances. ■

La Hague, une leçon d'humidité

30 000 personnes pour Libé, 25 000 pour Ouest-France : qui pourra jamais dire combien sont passés, venus de France et de l'étranger, sur le site de Greville ou dans le Cotentin, pour marquer leur détermination anti-nucléaire? Pour nous nantais, La Hague aura été un mauvais sketch aller-retour, boue et bains douches gratuits, avec une tartine de rock'n'roll pour les attardés de la nuit. Quelques kilomètres avant l'arrivée sur La Hague, le décor est dressé : un crachin plein de brouillard, une purée gadouilleuse partout. La déprime, l'impuissance : les stands sont intenablement (seules quelques merguez...). Les bâches volent, les tubulures gisent les quatre fers en l'air, les forums et les concerts restent plus qu'improbables. C'est vers 15H le samedi après-midi qu'une coordination comprenant des organisateurs et des représentants de 22 comités antinucléaires présents décident d'annuler tout sur place et de transférer la partie musicale (après autorisation préfectorale) à SteMère l'église, bourgade historique, possédant une halle aux bestiaux pouvant contenir 8000 personnes ; histoire de ne pas se barer sans rien, de limiter les dégâts (financiers) et par rapport à la frustration des gens venus se faire rincer.



A Ste Mère c'est le débarquement ininterrompu de ceux qui s'accrochent au week-end musical : le petit bled est rapidement investi. On est loin de Plogoff et de son organisation, loin aussi du soutien de la population : l'usine de La Hague, centre de retraitement, pierre d'achoppement du système nucléaire international, est un fait accompli et sur place c'est la résignation d'une population peu motivée. La mise en place de la soirée est difficile, flottante (il a arrêté de pleuvoir... ironie), dépassé, mais on évitera le pire malgré les

conditions difficiles, et ce n'est pas le rituel dérisoire de quelques représentants de la maison "Autonomie et Offensive" qui réussiront à faire oublier le relatif succès dans la déroute. L'église, quelques vitrines, des tombes et un musée du débarquement subiront leur folklore... sans intervention des flics qui resteront discrets jusqu'à la fin.

Quant au spectacle et au débat prévus, on passera à une prise de parole vite réduite à portion congrue au bout de 10 mn par les premiers rangs du public qui se fait pressant aux cris de "sex, drug, Rock n' roll". Le groupe 1205 commencera sur les chapeaux de roue, la chanteuse Josse a une pêche terrible. Derrière la scène, et dans le public tout tournera autour de 1^h heure de passage de Lastat. (Comprendre Higelin). Dur pour les autres groupes devenus bouche-trous. Des musiciens d'Higelin diront même : "eux c'est du bruit, nous c'est de la Musique...". Côté car des nantais, un flou total dans l'organisation, la coordination de Basse Loire restant absente des débats au sommet sur le repli à Ste Mère, la discussion dans le car se limita à composer avec les envies de chacun (concert ou retour et nuit dans le car) sans plus de débat sur la signification des événements et les répercussions politiques des choix avancés. Reste un retour désarmant à l'image du week-end, avec 8H d'avance (16H au lieu de minuit), alors que le beau temps revenu, la remise en place d'un minimum d'animation (forums et musique) essaiera de conclure le rassemblement sur une note plus gaie. ■ NICK ET PHIL

une nettoyeuse

Après l'article de fond consacré au nettoyage (APL 127) nous publions cette semaine un témoignage direct.

"J'embauche à 5 heures, mais il faut que je me lève à 4 heures du matin. Le matin, je suis obligée d'y aller en mobylette car il n'y a pas d'autre possibilité de transport. Je travaille donc de 5H à 8H. Je reviens chez moi vers 8H30, après parfois je dors, surtout l'après-midi. En fait je dors mieux l'après-midi que la nuit, je suis toujours réveillée le matin à 4H. Je me suis habituée à un nouveau rythme de sommeil. Le soir je reprend le travail dans une autre entreprise à 17H et je finis à 21H15, il faut que j'aille prendre le bus à 500m j'ai un changement au Commerce à 21H50, je suis chez moi vers 22H et je peux me coucher vers 23H.



"Mon mari est routier, il fait les relations internationales, Belgique, Allemagne, Hollande ; il part le dimanche soir et revient le vendredi soir. Avant je travaillais le samedi matin, mais j'ai lâché car on ne se voyait presque jamais. Je gagne pas grand chose -2000F net par mois ; et puis on n'a même pas le droit de faire une pause pendant les 4 heures de travail. Avant, on faisait une petite pause de 10 mn mais quelqu'un nous a mouchardés, pourtant on faisait le travail correctement, depuis on nous l'a interdit."

"C'est bien compliqué, à chaque fin de contrat on change de boîte de nettoyage, et chacune a sa façon de voir le travail, il faudrait des contrats de 10 ans car c'est difficile de se réadapter. Mais j'aime mieux faire le nettoyage d'entrepré-

se que les ménages à domicile, car les particuliers sont toujours sur notre dos, ça ne va jamais, tandis que dans le nettoyage on a une tâche bien précise à faire...

Avant je travaillais chez LU, mais j'ai dû démissionner pour élever mes enfants et quand j'ai voulu reprendre le travail, car je n'aime pas rester à la maison, il n'y avait que du travail dans le nettoyage. Pendant un certain temps c'était fou, je faisais 13 heures/jour. Je prenais à 5H du matin jusqu'à 9H à la Fac, de 10H à 12H je travaillais à la Gloriette, je rentrais chez moi puis je reprenais l'après-midi à la Gloriette et en soirée je finissais à la Faculté... Ça, il fallait être dingue pour le faire, quoique moi il faut que je sois active, mais maintenant à mon âge, je ne pourrais pas le refaire. En plus, je n'étais payée qu'en heures normales, je n'avais pas droit aux majorations d'heures supplémentaires... Mais le plus dur, c'est quand j'ai travaillé dans un restaurant ouvrier c'était tellement dur que j'ai été gravement malade, le chirurgien m'a dit que j'avais une chance sur dix de m'en tirer, mais j'ai de la volonté..." ■

rapport sur la pollution des plages :

EGOUT SUR MER

Depuis 5 ans, les services d'Hygiène des Directions Départementales à l'Action Sanitaire et Sociale procèdent à l'analyse de l'eau de mer sur les côtes françaises. L'examen de ces résultats fait l'objet d'un rapport annuel réalisé dans chaque département ; celui concernant la qualité des plages de Loire Atlantique vient de paraître. Ce rapport confidentiel, dont nous publions de larges extraits, n'est pas très encourageant pour les années à venir. Contrairement aux titres de la presse locale, on risque encore fort longtemps de nager dans la merde.

Intitulés "Surveillance Sanitaire des Baignades en Mer" Saison Balnéaire 1979, les résultats publiés du rapport du service d'Hygiène du Milieu de la DDASS sont particulièrement significatifs de l'état des plages mais aussi des buts poursuivis par le gouvernement en matière de prévention de la pollution et des obstacles rencontrés dans ce domaine.

En 1979, 49 plages ont fait l'objet d'une surveillance par les services d'Hygiène. Ce chiffre sera d'ailleurs porté à 52 pour l'année 80. Des prélèvements sont effectués régulièrement aux "endroits où la densité moyenne journalière des baigneurs est la plus élevée, à 30 cm environ sous la surface de l'eau", en application des directi-

ves données par le Ministère de la Santé suivant des normes européennes.

Les résultats obtenus sont communiqués aux Maires des communes concernées et doivent être normalement portés à la connaissance du public par voie d'affichage à la mairie de chaque commune. Le Sous-Prefet de St Nazaire et le Prefet de Loire-Atlantique en prennent également connaissance.

Les analyses consistent "en la recherche de trois germes tests de contamination fécale qui ne sont pas dangereux par eux-mêmes mais qui indiquent la présence d'un risque sanitaire potentiel".

- Les plages sont classées en quatre catégories selon les résultats obtenus.



A : eaux de bonne qualité pour la baignade ; B : eaux de moyenne qualité ; C : eaux momentanément polluées ; enfin D : eaux de mauvaise qualité.

En réalité, selon les directives européennes seules les plages de catégorie A sont de qualité acceptable. Pour le reste il vaut mieux être méfiant.

- Ces prélèvements sont effectués durant une période du 14 mai au 5 octobre.

34,7% des plages peuvent se ranger dans la catégorie A ; 28,5% dans la catégorie B ; 22,5% dans la catégorie C et 14,3% dans la catégorie D. Ce sont les résultats qui ont été communiqués à la presse.

Mais en poursuivant la lecture du rapport on découvre un paragraphe II 3 qui indique :

"Présentation des résultats suivant les directives Européennes pour la période du 1er janvier au 30 septembre, considérée comme période véritablement balnéaire. (Période de référence au niveau national)" Les résultats sont alors beaucoup moins satisfaisants.

Seules 24,5% des plages restent en catégorie A ; 24,5% en catégorie B. La catégorie C augmente et passe à 36,7% et la catégorie D reste stable à 14,3%.

polluée ou non

La détermination se fait donc par la recherche de trois germes-tests. En fait des analyses complémentaires révèlent parfois la présence de salmonelles dont la recherche n'est pas systématique.

De ce fait une plage de qualité moyenne peut très bien être abondamment polluée sans qu'on le sache. C'est pourquoi le rapport précise :



La côte de l'île d'Yeu, hiver 1979

"Il est important de noter l'absence de concordance entre les germes témoins de contamination fécale et les salmonelles", et poursuivre, "cette recherche des pathogènes eux-mêmes nous apparaît dès lors un complément indispensable à la bonne connaissance de la qualité des eaux de mer (souligné dans le texte) sur les plages statistiquement classées les dernières années en eaux de moyenne, médiocre et mauvaise qualité".

Reflexion qui nous amène à conclure que seule la qualité des plages de la catégorie A peut être considérée comme acceptable.

Par ailleurs, il ne faut pas oublier que les prélèvements ne sont jamais effectués dans des conditions identiques. Il est certain que la pollution est plus importante à marée basse qu'à marée haute ou la dilution est plus importante.

CAUSES DE LA POLLUTION.

Négligence, défaut de surveillance, raccordement des eaux usées sur le réseau de collecte des eaux pluviales, les causes sont multiples. Les communes du littoral sont souvent mal équipées pour faire face à l'augmentation de population durant la période estivale. Les particuliers ne sont pas les seuls pollueurs, les communes bien souvent ne respectent pas les règles d'épuration élémentaires.

Ainsi pour la plage du Portmain à Pornic le rapport note "Nette dégradation de la qualité de cette plage par rapport à la saison passée. Un aqueduc d'eau pluviale, recueillant des eaux usées notamment le trop plein de WC communaux, les eaux usées d'habitations voisines et les eaux ménagères d'une exploitation communale, se déverse en mer".

A la Courance à St Nazaire c'est la fosse septique d'un camping voisin qui est canalisé sous la plage.

Autre élément polluant, les ports de plaisance : Le Vieux Port à Pornic ou La Petite Jetée à Pornichet sont en catégorie D. "Les



extraits du rapport de la DDASS

RESULTATS.

On constate que pour les plages au niveau desquelles l'assainissement n'est pas encore réalisé, les résultats varient souvent suivant les années (Port Lin au CROISIC, Portmain à PORNIC, St Michel à BATZ/MER), sauf dans les cas où des rejets pollués se déversent régulièrement en mer (Le Canot de Sauvetage à PIRIAC, La Courance à ST NAZAIRE). Après la réalisation de travaux d'assainissement, on observe un début d'amélioration de la qualité des plages concernées (Ste Marguerite à PORNICHE, Le Redois à ST MICHEL-CHEF-CHEF, La Birochère à PORNIC).

Pour cette année, une demande d'interdiction de baignade a été transmise sous couvert de M. le Préfet de la Région des Pays de la Loire, Préfet de Loire-Atlantique et de M. le sous-Préfet de St Nazaire à MM. les Maires de : LE CROISIC, PIRIAC et ST NAZAIRE. En ce qui concerne LE CROISIC, il s'agissait de la plage du Gastouillet où les prélèvements sont habituellement effectués à proximité d'un rejet d'appareil liquéfacteur provenant d'une maison de vacances. A la demande de la mairie, un prélèvement supplémentaire a été réalisé à partir du 16 août à une centaine de mètres du précédent, il a révélé des eaux de qualité variable. Pour la plage de Port-au-Loup à PIRIAC, mes services ont demandé par un courrier en date du 6 juillet, à M. le Maire, de vérifier les raccordements au réseau d'assainissement et s'il décelait une anomalie, d'y remédier et, dans le cas contraire, d'interdire la plage à la baignade ainsi que la collecte des coquillages. Une très nette amélioration de la qualité de l'eau de baignade ayant été enregistrée dès la semaine suivante la demande d'interdiction de baignade n'avait plus lieu d'être exécutée.

Dès le début de la surveillance, les résultats indiquèrent non seulement le dépassement des nombres impératifs, mais également la présence de salmonelles pour les plages de Villès-Martin et de la Courance. Une demande d'interdiction de la baignade et de la collecte des coquillages a alors été demandée le 26 juin 1979 à M. le Maire de ST NAZAIRE. Le 3 juillet un arrêté municipal faisant état de ces interdictions était pris, puis des panneaux matérialisant ce fait furent placés sur ces deux plages. Le 26 juillet, nous avons demandé, suivant la procédure habituelle, l'interdiction de la baignade et de la collecte de coquillages pour la plage face Avenue Vincent Auriole car, en plus du dépassement des valeurs impératives des germes témoins, le 17 juillet la présence de salmonelles fut mise en évidence. Cette demande n'a pas été suivie d'effet.

Afin d'étudier les origines de ces contaminations microbiologiques, mes services ont effectué deux séries de prélèvements (les 25, 26 juillet et les 8 et 9 août 1979) sur les "rejets pluviaux" en mer tout le long du littoral Nazairien (voir annexe III). Sur

le palmares :

BONNE QUALITE CATEGORIE A.

Pen Bé à Asserac ; Valenton à Batz/mer, La Baule face à l'avenue de la Grande Dame et face à l'Av. Général de Gaulle, Le Mouton à La Plaine/mer ; Pen Bron et Les Bretans à la Turballe ; St Goustan au Croisic ; L'Etang et l'Anse du Sud à Préfailles ; La Roussellerie à St Michel Chef Chef. La Plage Regionale de meilleur qualité est celle de Lanseria à Mesquer qui depuis 5 ans est toujours en catégorie A.

MOYENNE QUALITE CATEGORIE B.

La Gouvelle à Batz/mer ; Plage Benoît à La Baule ; Roche Marie et face au Casino à La Bernerie ; Pré Vincent aux Moutiers ; La Boutinardière à Pornic-Le Clion ; La Binochère à Pornic ; Port Meleu, La Raize le Bourg à Préfaille ; Ste Marguerite et face au casino à Pornichet ; St Brevin l'Océan face MNS.

notes :

Salmonella ou Salmonelle : bactérie voisine des bacilles paratyphiques produisant une toxine agissant sur le système neuro-végétatif et le système lymphoïde de l'intestin.

Salmonellose : nom générique de diverses infections dues à une salmonelle qui comprennent la fièvre typhoïde et les paratyphoïdes, ainsi que des toxi-infections alimentaires. (définitions Petit Robert ed. 1979).

vingt rejets répertoriés, quinze ont pu faire l'objet de prélèvements aux fins d'analyse (écoulements en période sèche). Les résultats ont indiqué, non seulement la présence en quantité importante de germes témoins de contaminations fécales, mais également la présence de salmonelles dans 48% des cas. La recherche des salmonelles sur les rejets a été effectuée sur 1 litre d'eau, sans filtration avec enrichissement en milieu S.P.G. Ces mauvais résultats ont donc fait apparaître que ces émissaires en principe destinés aux eaux pluviales, recueillaient en fait des eaux usées.

Par ailleurs, d'autres sources de pollution peuvent expliquer les mauvais résultats enregistrés sur cette côte.

- Les rejets de la station d'épuration de SAUTRON qui se font à environ 300 mètres au large de Villès-Martin. Il est à craindre que malgré la chloration des effluents qui s'effectue directement dans l'émissaire de rejet, l'abattement des germes ne soit que partiel.

- Les importantes activités industrielles (chantiers navals) se situant dans la zone portuaire et qui rejetteraient en mer leurs eaux usées sans traitement préalable. Il a été proposé le 26 juillet 1979 à M. le Préfet de demander au service de l'Industrie et des Mines, d'effectuer une enquête à ce sujet. [...]

RISQUE SANITAIRE LIE A LA Baignade EN MER.

La baignade dans des eaux polluées présente des risques potentiels pour la santé. Différentes maladies telles que : troubles gastro-intestinaux, infections typho-paratyphoïdiques, atteintes des muqueuses, de la peau et des yeux ont pu être mises en évidence. Il faut cependant noter que les enquêtes épidémiologiques ne permettent pas toujours d'imputer une maladie à la baignade, étant donné l'intervention de nombreux autres facteurs qui sont dus à la modification des conditions de vie et d'environnement pendant la période estivale et à la plus ou moins grande résistance des individus.

Il s'est pourtant dégagé, dans le cadre des études de l'Organisation Mondiale de la Santé, une opinion générale selon laquelle les éléments de preuve de contamination sont suffisants pour justifier l'application de mesures préventives à titre de précaution.

La surveillance sanitaire de la qualité des eaux de baignade est donc bien réalisée à titre préventif. Son but n'est pas de classer les plages mais de connaître avec précision les situations réelles et l'évolution de la qualité de l'eau de baignade en un point donné. Par la suite, des priorités peuvent être dégagées au niveau des programmes d'assainissement.

Extraits du rapport du laboratoire d'Hygiène du Milieu DDASS. "Surveillance sanitaire des baignades en mer". Saison balnéaire 79.

En vérifiant les classements on s'aperçoit que quatre plages de la catégorie B devraient en fait se trouver en catégorie C. Mais ce sont des cas limites. La Tara à La Plaine/mer ; Port Lin au Croisic ; Les Grandes Vallées et le Porteau à Pornic.

MOMENTANEMENT POLLUEES : CATEGORIE C.

St Michel à Batz/Mer, la Baie du Scall au Pouliguen ; Sarlock à Mesquer ; Port au Loup et Lérat à Piriac ; La Noëveillard et Portmain à Pornic ; La Pointe St Gildas à Préfailles ; St Brevin les Pins face à l'Eglise ; Tharon Plage ; Le Redois à St Michel Chef Chef ; Porcé à St Nazaire et la plage de St Marc.

GRAVEMENT POLLUEES CATEGORIE D.

Le Castouillet au Croisic ; Canot de Sauvetage à Piriac ; Le Vieux Port à Pornic ; La Petite Jetée à Pornichet et les plages de St Nazaire : face à l'avenue V. Auriole ; Villès-Martin ; La Courance.

INFORMATION

L'Union des Consommateurs de Loire Atlantique (UC 44 - UFC) organise une information itinérante sur l'état des plages du département.

LA BAULE Vendredi 4 juillet.
ST BREVIN L'OCEAN Samedi 5 juillet.
PORNIC dimanche 6 juillet.
BOURGNEUF/RETZ lundi 7 juillet.
Le camion expo se trouvera à partir de 9h face à la mairie.

baignades y sont en principe interdites" indique le rapporteur sans illusion.

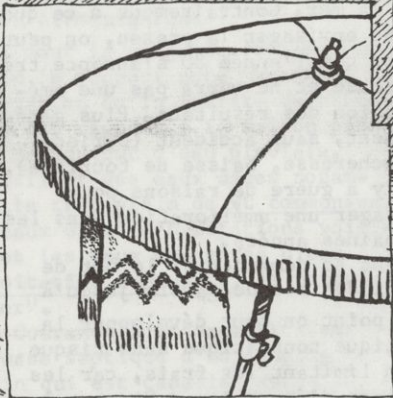
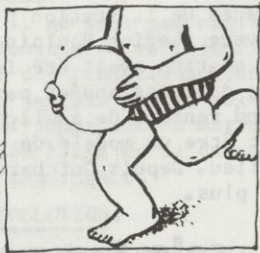
Enfin il faut souligner que les stations d'épuration ne constituent pas le remède miracle. Contrairement aux résultats enregistrés les années précédentes, ceux de cette année montrent que des plages peuvent très bien se révéler polluées alors même que les communes sont équipées d'une station d'épuration. Un exemple : la plage de la Baie du Scall au Pouliguen est classée en C. Le rapport indique qu'elle "reçoit au large les effluents de la station d'épuration de Liverg (Region Bauloise)". Cette station avait été inaugurée il y a quelques années par Guichard à grand renfort de publicité. Ce devait être un modèle de protection du milieu. Depuis Guichard n'en parle plus.

sale temps

En réalité, les résultats de prélèvements montrent que depuis 5 ans il n'y a pas eu d'amélioration notable. Seule l'année 76 a été une année faste, car année très sèche. Au contraire, 79, année très pluvieuse est mauvaise. Les eaux de ruissellement entraînent la pollution vers la mer. Contrairement à ce que laisse envisager la presse, on peut parier que l'année 80 s'annonce très pluvieuse et ne verra pas une amélioration des résultats. Plus généralement, sauf accident (période de sécheresse, baisse de tourisme), il n'y a guère de raisons pour envisager une amélioration dans les prochaines années. On peut se demander si le but de ces études est de savoir jusqu'à quel point on peut développer la politique touristique sans risque et en limitant les frais, car les stations d'épuration coûtent très cher aux communes. C'est en réalité une solution extrême. En attendant... ■ D.B.

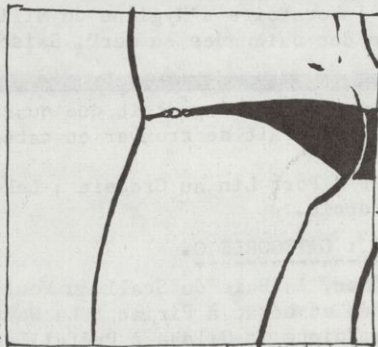


VACANCE



Philippe 80

C'EST PAS CROYABLE CE QU'ON PEUT S'EMMERDER SUR CETTE PLAGE. LES GOSSES QUI GUEULENT, LES MÉDUSES ET LES COUPS DE SOLEIL : PAS MOYEN DE BOUGER... SI Y'AVAIT PAS CETTE FILLE...



Chers tous,
Ici il fait beau et tout notre
petit monde se porte à merveille.
J'espère que vous aussi la bas, vous
profitez pleinement de ces quelques
jours de repos... à très bientôt
gros bisous Jean

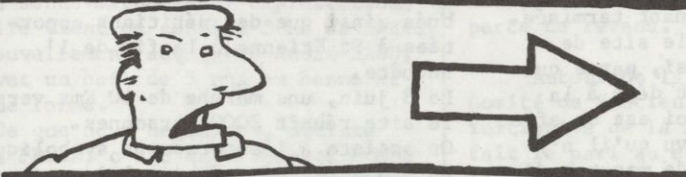
M et Mme





PRIX

LES MARAICHERS LICENCIENT



La crise a bon dos. Depuis le premier trimestre 80, les procédures de licenciement se multiplient et une quarantaine d'ouvriers maraîchers auraient été congédiés durant les six derniers mois. La crise, certes, mais aussi la mécanisation et l'augmentation des cadences la profession emploie aujourd'hui plus de 2 000 salariés déclarés, dont une centaine d'immigrés. Plus de 60 % d'entre eux gagnent moins de 2 800 F par mois.

Les salariés maraîchers CFDT dénoncent les pressions qu'ils subissent de la part des producteurs : "intimidation au départ volontaire, chantage à la diminution des horaires sans compensation de salaire, déqualification professionnelle et menaces de supprimer les avantages acquis."

On fait subir la crise aux salariés, ajoute la CFDT, "pour masquer les carences de la profession (Commercialisation, inorganisation des marchés, qualité des produits, non planification) et l'incohérence de la politique agricole globale".

PJ:SDF

Deux discrets pavillons sis au I7 et I9 du Quai Henri Barbusse abritaient depuis bientôt 5 ans commissaires et inspecteurs de l'antenne nantaise de la P.J. de Rennes. Ces locaux, ainsi que d'autres immeubles du Quai avaient été acquis par les Domaines en prévision de la réalisation d'un tronçon de la pénétrante Nord. L'Etat renonce aujourd'hui à construire le boulevard et rétrocède les immeubles. Le propriétaire du I7 et I9 va donc récupérer son bien : bonne affaire d'ailleurs puisqu'il aura une vue imprenable sur le futur parc de l'Ile de Versailles. Les limiers de la Police Judiciaire pourraient bien être priés de détailler. Leur syndicat (en l'occurrence le SNAPC) réagit vertement : "il n'est pas question de nous fourrer n'importe où car il y a des impératifs de discrétion autant que de place à respecter... De plus nous serons bientôt vingt-deux à l'antenne". VINGT-DEUX ?



"Depuis que les prix sont libérés... ils augmentent. Et ce n'est pas le flot continu des publicités dans les boîtes aux lettres qui peut y changer grand chose."

La C.S.F.44 (Confédération Syndicale des Familles) a mené l'enquête en Loire Atlantique elle a surveillé l'évolution des prix alimentaires durant quatre mois sur une cinquantaine de points de vente. Des résultats éloquentes...

Et l'espace d'un trimestre, des augmentations inacceptables : le "Poulain à croquer" saute allègrement la barrière des prix (jusqu'à 18 %) la bière "Valstar" prend de la bouteille (15 % ...pitié pour les Punks!) les yaourts "Yoplait" fermentent de 30 %, quant à l'eau de Vichy elle fait des bulles pas gaies (50 %).

Pour cette valse des étiquettes, pas de dancing bon marché : la deuxième conclusion de la C.S.F. est qu'il n'y a pas de magasins "champions". Enfin, certaines fluctuations ne répondent à aucune logique : "lorsque le Martini diminue au Leclerc de Rezé et au Radar de St Herblain, il augmente au Leclerc d'Orvault et au Radar de Rezé. Le mois suivant c'est l'inverse !"...

La CSF réclame donc le retour à la réglementation des prix ainsi que la suppression de la T.V.A. sur les produits de première nécessité.

CONSERVATOIRE



Les Elus nantais ont eu chaud aux oreilles, la semaine dernière, face à 600 parents d'élèves du conservatoire en colère. A la suite de la décision de la ville de Nantes de porter l'inscription de 50 à 2000 F (voir APL N°127) la fronde des parents a monté d'un cran. Jocelyne CAILLEAU, l'adjoindue à la culture, a dû forcer la voix pour justifier la décision nantaise de pratiquer la vérité des prix. Les "pôvres" parents : "Vous avez pris nos enfants en otages. Vous n'avez qu'à taper sur la table du ministère!" Jocelyne CAILLEAU : "Etes vous prêts à venir avec moi devant la préfecture pour exiger une juste participation de l'état ?" Débandade dans la salle devant cette démarche trop "politique". Car la politique est au coeur du débat actuel. Ces parents d'élèves votant en majorité à droite s'indignent d'une mesure qui ose reconnaître que l'accès à la musique est foncièrement inégalitaire.

Mais ils ne veulent en aucun cas mettre la majorité actuelle en accusation. "On s'en souviendra en 1983" ont-ils dit à la gauche. Quelle importance, ils voteront comme d'habitude.

Au même moment la municipalité d'Orvault décidait de sensibiliser la population à la musique dans les écoles et par le biais des associations intéressées pour "sortir la musique de ses temples". Coût de l'opération 213 000 F.

INDIENS MOHAWKS



Depuis le 2 août pour défendre leur souveraineté garantie par traité, les Mohawks se sont réfugiés dans un camp retranché à Racquette Point-Village chef-lieu du territoire d'Akwesasne (Nord de l'état de New-York).

Durant le week end (13.14.15 juin) le camp a été l'objet d'une série d'agressions :

- vendredi matin un commando armé (environ 200 personnes) a coupé les lignes téléphoniques et bloqué les routes.
 - Dans le cours de la matinée les policiers d'Akwesasne ont démissionné massivement.
 - l'après-midi la police de l'état de New York lançait un ultimatum menaçant d'attaquer le camp si ses occupants ne se rendaient pas.
 - le samedi le shérif du comté de Franklin, Percy Lyons, a déclaré l'état d'urgence dans le comté et 100 policiers de l'état de New York ont été envoyés sur le camp.
 - les vigiles armés ont érigé des barricades déclarant qu'ils étaient prêts à restaurer la loi et l'ordre.
- Dans le même temps le Conseil des chefs de la réserve d'Onondaga a annoncé au cours d'une conférence de presse que si la police de l'état de New York passait à l'attaque, ils bloqueraient l'autoroute 81 et couperaient les lignes de gaz et d'électricité traversant la réserve. Dans l'après-midi le bureau de gouverneur a donné l'ordre à la police et aux vigiles de partir. Les vigiles sont partis mais la police est restée, les barricades sont toujours en place, les lignes téléphoniques et les routes toujours coupées. La situation reste très tendue et les occupants du camp (200 personnes environ) craignent une attaque de la police à tout moment et demandent un soutien international.
- Pour un complément d'information appeler : Akwesasne Notes 19 - 1 - (510) - 483 - 2540.
Comité de soutien aux Indiens d'Amérique : 14 rue Nanteuil 75015 PARIS. ■

ST PRIEST

APRES LA HAGUE... SAINT PRIEST ?

Il y a quelques temps, on organisait une fête à la La Hague ; peut-être pourrons nous bientôt en faire une en Auvergne, à St Priest-La Prugne... Et oui, le deuxième centre de stockage de déchets radioactifs est fixé. Nous sommes déjà bien avancés dans la procédure : l'enquête locale est maintenant terminée. Le CEA explique que le site de St Priest a été choisi, parce que le terrain appartient déjà à la COGEMA et au CEA. Ceci est en effet bien compréhensible vu qu'il n'y aura pas de ce fait de mesures d'expropriation à envisager. La procédure risque donc d'être très rapide et les débuts des travaux doivent commencer début 1981.

Le site se trouve dans les bois noirs qui constituent un immense réservoir d'eau d'où un danger de dispersion et de contamination de l'environnement. En effet, les déchets seront mis sous terre. Sur le massif, un nombre incalculable de failles a été décelé qui partent dans toutes les directions. L'eau s'écoule donc par ces failles et ressort on ne sait où...

Le 15 novembre 1979, le préfet de la Loire annonce le projet de création d'un centre de stockage de déchets radioactifs sur le site de St Priest au lieu même de l'ancienne mine d'uranium.

Au début de Mars, quatre collectifs de défense se créent : un collectif regroupant les élus des communes et des cantons, des associations, des syndicats ou des partis politiques ;

et trois autres pour chacun des départements concernés, St Priest étant à la limite de trois départements : la Loire, l'Allier et le Puy de Dôme.

LE POINT SUR NOTRE ACTION.

Le 1er juin les routes menant à la montagne sont toutes barrées et des tracts d'information sont distribués ainsi que des pétitions apportées à St Etienne à la fin de l'enquête.

Le 8 juin, une marche de 10 Kms vers le site réunit 2000 personnes. On assiste à l'enterrement symbolique du projet et un cadran solaire est déposé, symbole d'une autre énergie possible.

Le 9 juin, le collectif du Puy de Dôme "emprunte" discrètement le dossier d'enquête présenté à la sous-préfecture de Thiers.

Il faut dire que les quatre communes où devait être déposé le dossier ont refusé de le présenter à la population. Les pouvoirs publics avaient donc décidé de le déposer dans les préfectures et sous-préfectures des trois départements.

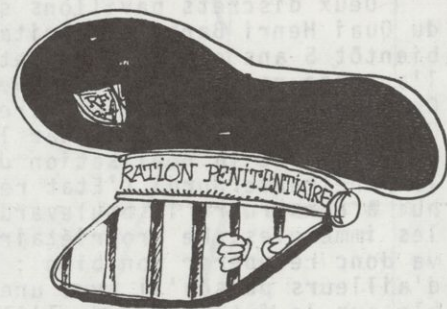
Le dossier est porté à FR3 pour y dénoncer lors du journal télévisé la désinvolture des pouvoirs publics. Un conseiller général du Puy de Dôme, d'accord avec le collectif, est chargé de le rapporter... La population est dans son ensemble défavorable au projet et soutient notre action. ■ S.R.

Pour tout contact : COLLECTIF PUY-DE-DOME. Tél : 94.60.20

taulards



Le rideau est tombé sur le dernier procès "breton" : 20 à 11 ans de prison pour les principaux inculpés de "l'affaire Le Taillanter", quelques mois assortis de sursis pour leurs prétendus complices. Une fois encore, force est de constater que si "la parole est pouvoir" seul le POUVOIR à la parole. Camps militaires, centrales nucléaires, côtes mazoutées, tourisme de luxe, chômage, émigration... On peut lier des poings, on ne peut faire taire la voix de ceux qui invitent au "réveil", aux prises de conscience impératives. Avant les récents condamnés, d'autres avaient donné le ton, d'autres avaient payé et paient encore, dans les geôles françaises. Leurs familles, privées de ressources, ont un besoin urgent d'argent :



il faut subvenir aux charges quotidiennes, faire face aux frais des procès... L'association SKOAZELL VREIZH/SECOURS BRETON s'est donné, depuis dix ans, mission d'assurer aux familles le soutien financier qui leur est nécessaire. Vous pouvez l'aider dans sa tâche en adressant vos chèques rédigés à l'ordre de Skoazell Vreizh, à Joël PARIS, "L'Epertière" 44450 St JULIEN DE CONCELLES.

D'avance Merci. ■

SKOAZELL VREIZH

FERME : LA PORTE OUVERTE !

à Nozay le dimanche 13 Juillet

La ferme de l'Hotel d'Abbet se trouve donc aujourd'hui avec deux fermiers : l'un de fait, André RABU, l'autre de droit, Yvonnick BOMME.

Quant à la propriétaire, elle continue de considérer M et Mme RABU comme ses fermiers puisqu'elle perçoit régulièrement le fermage versé par ceux-ci. Mieux, devant la bonne marche de l'exploitation, elle vient de confier 3 ha de terres nouvellement acquises à André RABU, avec un bail de 5 ans en bonne et due forme.

"Ce que nous demandons, déclare la FDSEA, c'est qu' Yvonnick BOMME renonce à son droit sans indemnité. Nous pensons qu'une exploitation de 77 ha est suffisante pour faire vivre les familles de Jean BOMME et de son fils. En revanche, le départ de Madeleine et André RABU plongerait une famille de cinq enfants dans la détresse. Cela on ne peut l'accepter".

Dépassant le cas de la ferme de l'Hotel d'Abbet, les responsables de la Fédération se demandent jusqu'où l'élimination des paysans ira.

"Va-t-on rouvrir les fours crémateurs pour les canards boîteux? Il faut voir les conséquences de la disparition des agriculteurs pour les artisans, les commerçants, les écoles. De grosses exploitations : mais que fera-t-on de ceux qui partent ? Nous devons lutter contre l'élimination des paysans. Pour ceux qui veulent agrandir leurs exploitations il existe encore des terres en friche.

André RABU restera sur l'exploitation sans payer de dommages et intérêts. Contrairement à ce qu'on veut faire croire, nous ne sommes pas violents mais nous sommes déterminés".

Le 31 mars 1977 la cour d' Appel de Rennes résilie le bail passé entre André RABU et sa propriétaire, Maria LEFEUVRE. Depuis plusieurs années, les fermages ne sont pas versés et l'exploitation est sur le déclin. Dès 1976 un nouveau bail a été passé avec le voisin Yvonnick BOMME. Ce dernier réclame aujourd'hui 30 000 Frs à titre de dommages et intérêts pour perte de revenu.

Autour de la famille RABU, un Comité de Soutien s'est créé à l'initiative de la FDSEA. "Nous avons fait le pari qu'en entourant la famille RABU, elle était capable de se relever et d'exploiter correctement la ferme de l'Hotel d'Abbet".

Actuellement, l'exploitation, suivie en gestion par une équipe du Comité de Soutien, fonctionne normalement. La ferme de 43 Ha compte 45 animaux au lieu de deux vaches en 1977. Il y a 18 Ha de céréales, 5 Ha de maïs, 2 Ha de choux, le reste en production fourragère.

"En réalité, il s'agit d'une affaire de cumul, poursuit la FDSEA, Yvonnick BOMME est actuellement aide familial sur l'exploitation de son père, Jean BOMME, voisin de la famille RABU. C'est une façon déguisée d'augmenter la surface de l'exploitation familiale".

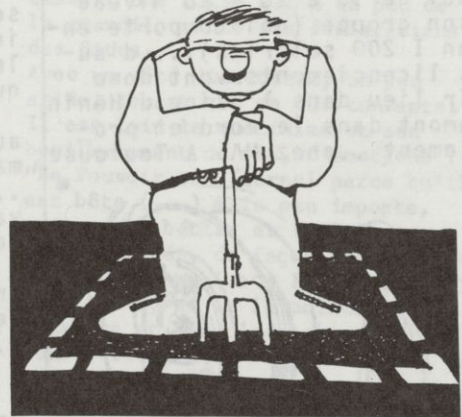
Un personnage peu sympathique ce Jean BOMME ; Responsable du syndicat FDSEA lorsque débute l'affaire, il est également assesseur au tribunal paritaire de Chateaubriant. Il use alors de son influence pour décourager André RABU, lui conseillant de ne pas se présenter à l'audience de première instance en 1975. Mieux il lui refuse sa carte d'adhérent, le privant ainsi de l'

aide du service juridique de la Fédération.

A la même époque, son fils signe le bail pour l'exploitation de l'Hotel d'Abbet".

En décembre 1977, la FDSEA exclut Jean et Yvonnick BOMME.

"Nous lui reprochons d'avoir voulu installer son fils au lieu de défendre un agriculteur. Nous ne pensons pas que le revenu des paysans va augmenter si certains partent. Ce sont là les positions de la FDSEA, et c'est sans doute pour cela que Jean BOMME a depuis adhéré à l'UDSEA dont les positions en ce domaine sont bien proches."



Le comité de soutien organise une journée portes ouvertes le : DIMANCHE 13 JUILLET à partir de 11h à la ferme de l'Hotel d'Abbet à Nozay. Tous ceux qui sont sensibilisés par le problème sont invités à participer au pique-nique en soutien à Madeleine et André RABU. ■

D.B.

OPIUM

Liberté du culte, soit.

En faciliter l'exercice c'est une autre histoire. Certains élus socialistes nantais ont failli avaler leur bréviaire en apprenant qu'un des leurs, Yves Laurent, avait octroyé un toit à la communauté musulmane pour y exercer sa religion.

Une ancienne chapelle située près du stade Marcel Saupin, propriété de la ville sera désormais une mosquée.

"Je suis laïc et anticlérical, mais je suis pour que les communautés religieuses, quelque-elles soient, puissent exercer librement" déclare le

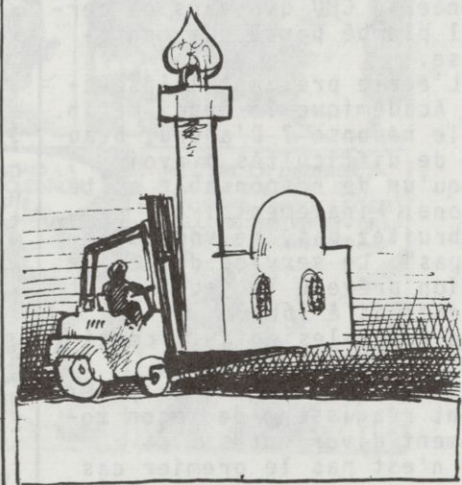
jeune conseiller, vigoureusement pris à parti par ses aînés.

Les élus communistes se frottent les mains. Depuis que Marchais est allé saluer le Pape, les églises ont droit de cité dans le P.C.F.

Les membres du Groupe de Libre Pensée de Nantes ont réagi vigoureusement contre cette intrusion de l'irrationnel dans les affaires municipales.

Dans un communiqué ils "s'élèvent contre cette nouvelle atteinte à la loi de séparation des églises et de l'Etat en France, comme ils ont toujours contesté les privilèges accordés au clergé catholique en cette matière (en particulier en consentant des prix dérisoires de "loca-

tion" des édifices du culte)". Ils "demandent au Conseil Municipal de Nantes de bien vouloir réexaminer cette question". ■



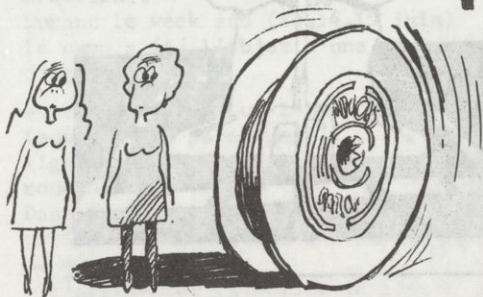
VENDEE

LICENCIEMENTS

La Roche sur Yon :

L'entreprise de confection "Big Chief" reprise en 1975 par le groupe Biderman, va sans doute de nouveau faire parler d'elle... : un plan de licenciements pour motif "économique-structurel" est prévu pour 95 personnes -55 à la Roche sur Yon où il y a actuellement environ 660 salariés et 40 dans l'usine de la Caillère où les employés sont une centaine...

Plus globalement, Biderman envisage une compression de personnel de 15 à 20 % au niveau de son groupe (qui comporte environ 1 200 salariés)... d'autres licenciements vont donc avoir lieu dans l'usine d'Hénin Beaumont dans le nord et probablement...chez MAS à Toulouse



PEINTURE...

Nous n'avons pas jusqu'à présent pris l'occasion de nous pencher sur une réalisation culturelle, en dehors des aspects financier, politique, (comme l'article sur la fête du théâtre N° précédent). Doumé Landucci, peintre d'ici, nous provoque par la beauté et la force de ses peintures. Aussi, avons nous envie de le faire connaître, et de faire connaître sa dernière exposition qui se tient du 28 juin au 11 juillet à Moulleron le captif (5 km de la Roche/Yon) en présence de l'auteur de 18 à 20 h tous les soirs.

Doumé traite la vie quotidienne, mélange de fantastique et de réel..., les couleurs sont superbes..., les formes inquiétantes ou tranquilles... le tout sur des thèmes... tels que le bar ou la vie agricole.

Pour cela Doumé s'intègre au pays, il donne des coups de mains aux foins, aux vendanges... cela donne des oeuvres devant lesquelles on ne peut passer en un éclair...

Ce sont les couleurs qui vous accrochent ou les yeux des personnages qui vous retiennent... aux vendanges, aux champs.

Un amoureux de ces peintures

A.P L. VENDEE.

ANTIMILITARISTES

En Vendée, nous sommes plusieurs objecteurs, objecteurs-insoumis, renvoyeurs de papiers militaires à rester isolés.

Il nous semble dommage de ne pas créer un rassemblement de ces différentes personnes pour mener une réflexion et des actions en commun.

Nous proposons donc à ceux qui se sentent concernés, de nous ressembler. Pour cela, dans un premier temps, que chacun contacte le journal Gallerne : 268, Cité l'Enrilise à la Roche sur Yon.

CALENDRIER

APL VENDEE. DU 2 AU 10 JUILLET.

Exposition-peinture:

Moulleron le captif du 28 juin au 11 juillet, foyer rural, 18H à 20H
Tous les soirs, peintures récentes de Doumé Landucci.

Musique :

le mercredi 2 juillet : 21H auditorium du conservatoire à la Roche.
Musique classique avec Yuri Bukoff et Patrice Fontanarosa.
jeudi 10 21H théâtre municipal à la Roche/Yon : le Golden Gate Quartet.

Théâtre :

le 4 juillet, Fontenay le Comte, à 21H30 au Château de Terre neuve, "La seconde surprise de l'anpur", de Marivaux par le Centre dramatique des pays de Loire.

Cinéma :

Le concorde, "que le spectacle commence" de B. Fosse.

MENINGITE

une mort genante

Une gamine de l'école maternelle des BATIGNOLLES meurt d'une méningite foudroyante le mercredi 11. Elle ne peut être ramenée au CHU que dans un cercueil plombé parce que contagieuse.

L'école prévient l'Inspection Académique le jeudi matin. Quelle réponse ? D'abord, beaucoup de difficultés à avoir quelqu'un de responsable au téléphone. Finalement : "N'ébruyez pas, ne vous affolez pas". Le service de désinfection prévenu le jeudi vient le vendredi à 16H 30.

Entre temps les enfants continuent à venir à l'école.

Les médecins que les parents voient réagissent de façon totalement divergentes :

- C'est n'est pas le premier cas

dans le quartier.

- Certains donnent un traitement antibiotiques préventif,
- D'autres disent que ça ne sert à rien de soigner avant sinon à cacher les symptômes.

Les textes officiels disent: .Qu'il est nécessaire de ne soigner que les personnes vivant en contact direct avec le cas, c'est-à-dire les personnes vivant dans le même foyer.

Les gamins sucent les jouets, les crayons, boivent dans les même timbales les uns après les autres... que penser de la notion de vie en contact direct ?

.Qu'il n'y a aucune raison de fermeture de l'école pour un cas parce que, en France, ce n'est pas une maladie à caractère épidémique, par contre pour plus de 2 cas, c'est une petite épidémie, donc on ferme l'école.

Aujourd'hui vendredi (8 jours après) un autre cas. L'Inspection Académique nous dit qu'on va prévenir l'Inspectrice...

Il est sûr que l'affolement et la panique ne servent à rien



mais les réactions des médecins sont tellement contradictoires et l'administration tellement légère, qu'on se sent complètement impuissant à l'école (et face à la médecine, et face à l'administration, cette lourde machine).

NOTE

Un troisième cas de méningite s'est déclaré à l'école maternelle du BAUT.

« Racines carrées d'une ombre élevée à la puissance »

Deux Nantais : une BD

RACINE CARRÉE D'UNE OMBRE.

Déops. Un nom collectif, énigmatique. Renseignements pris, il s'agirait de la contraction de Dermatoptic Opera Sextus. Bigre ! Derrière ce pseudonyme, 2 compères, Bernard ALLAIRE, ancien prof et Bernard ANNEIX dessinateur autodidacte, ancien ouvrier des chantiers de l'Atlantique. Mais Déops, c'est aussi des copains qui ont discuté des idées, échangé sur les textes les graphismes. Il a fallu 3 ans pour que l'"enfant" paraisse, le plus dur de la gestation ayant été l'édition. Pendant un an se sont succédés les voyages à Paris, les courriers, les tentatives de contacts. "Un vrai travail, expliquent-ils. Les plus décevants ont été ceux dont on se sentait les plus proches: Gotlib, Cavanna, Hara Kiri... ils n'ont même pas répondu, ou pas voulu nous recevoir. Tout ça c'est maffias parisiennes et Cie, la politique des petits copains. Les critiques sont auteurs le plus souvent, ils marquent leur territoire et la pire des censures c'est celle du silence". Bizarrement, l'accueil a été possible et sérieux auprès des maisons plus "officielles" : Tchou, DENOËL, ont étudié, argumenté leur refus, Maspero nous a expliqué que la BD ils ne pouvaient en assumer le risque financier, ni les suivre dans leur sensibilités libertaires... Une autre fois, ils apportent leurs planches à Kesselring qui les accueille très bien, débordant d'enthousiasme et finit par lâcher que, non, finalement, c'était trop bien pour lui (en fait, il était pourri de dettes et ne voulait pas l'avouer). "Après les coups comme ça, c'était la grosse déprime, on a failli chialer, balancer les planches à la flotte..."

Mais il y a aussi de bons souvenirs : A Metal Hurlant, où on a débarqué en manteau de fourrure, bonnet péruvien, les gens se succédaient pour passer nous reluquer. Chez Casterman, le mec, vert de peur, a vraiment cru qu'on allait lui mettre le bureau dans la gueule... Et puis, il y a la rencontre avec Losfeld, vieux chevalier errant de l'édition, mais "endetté comme une mule". Il se contentera de signer une planche de préface, carte de visite qui prendra du poids avec sa mort quelques mois

plus tard. La mort de Losfeld comme "valeur qui marche", comme déblocage par rapport à un éditeur, Paul Vermont. "On a découvert avec lui que les éditeurs n'ont pas vraiment le pouvoir d'accepter ou de refuser et qu'ils sont redevables devant leur société de diffusion, vraie puissance économique qui les tient en laisse. Dans notre cas la SODIS a fait une étude pour voir si elle misait sur un bon cheval (elle touche entre 40 et 60% des ventes) : étude de marché auprès de certains points de vente, documentation et sondage. Les vraies questions qu'on doit poser à un éditeur sont en fait : situation bancaire, taux de confiance accordé par le diffuseur ?

Leur éditeur, Paul Vermont, ils en sont un peu fiers : un "fantaisiste qui édite, un russe de la très officielle Union des Ecrivains alors que tout le monde s'arrache "son" dissident ; qui édite aussi une "histoire désinvolte du surréalisme" et enfin cet album au genre diffus, signé Deops. La sortie de l'album a été retardée par la mort de Sartre. "Question de priorité de marketing, commente Bernard Allaire, en fait après ça et la mort de Losfeld, on a un peu hésité à mourir" Se tournant vers l'autre Bernard, son compère : "J'ai pensé que, de nous deux, c'est toi qui ferait le mieux l'affaire..."

UN ALBUM INCLASSABLE.

"Racine Carrée d'une Ombre" a

pour sous-titre "Les aventures de l'enfant Liane". Les parties BD "classique" c'est à dire au déroulement linéaire, se veulent l'antithèse du livre de la Jungle ou de ~~l'enfant Sauvage~~ l'enfant Sauvage de François Truffaut : ici c'est le pédagogue loup qui mange l'enfant "et comment ça rate, comment l'enfant se fait pas bouffer..." Ni BD, ni album d'images, ni littérature, l'album de Déops est du genre inclassable et c'est un peu pour ça qu'il a un côté irritant, déroutant. On se paume un peu, entre les histoires en BD, les pages de textes gothiques enluminées, et les planches au graphisme parfois très abouti "qu'on aurait voulues détachables comme des posters", ajoutent les 2 Bernard. Les thèmes de prédilection de Deops : le Pouvoir, l'Existence, le Langage, la Censure le Desir, la Mort. Et de ces grands thèmes politico philosophiques, ils tissent une toile qui a un peu de la grandiloquence des déclarations des Situs.

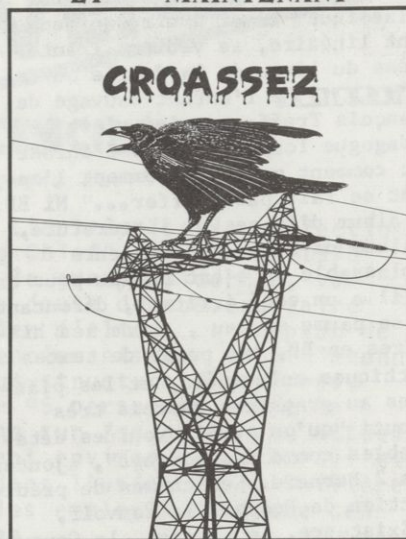
Avec un côté didactique, un peu aride, jouant sur de purs concepts. Il est loin le quotidien et son bouillonnement de vie, d'émotions : "Le Pouvoir est éternel parce qu'il est bête (...), mais peu importe, puisque la bêtise et le Pouvoir sont inanimés, de façon perpétuelle et donc incapables de la moindre initiative, ni de la moindre élaboussure et que c'est ce qui fait leur solidité".

Le langage, le verbe sont prétexte à jeux de mots, plus ou moins heureux : "le l'engage est l'ancêtre de l'immobilisation générale", "Capitalisme : l'assignat est monnaie courante".

Comme ils l'expliquent, leur album n'est pas "ni bouquin relaxant, ni un cadeau au lecteur, et c'est volontaire ; c'est une littérature expérimentale, à tiroirs : les lois du genre, ça ne peut plus durer. Il faut refuser la norme, transgresser. On n'a pas voulu mettre l'image au service de la facilité



ET MAINTENANT



ET MULTIPLIEZ

té, prenant le lecteur pour un invalide. Le découpage en séquences, avec des maladresses c'est vrai, c'est aussi un montage similaire à "Mon Oncle d'Amérique" de Resnais.

D'ailleurs, on a pensé que l'album pouvait constituer un script de film. On pense avoir des choses à faire avec Arrabal qu'on contacte actuellement. On a aussi pensé à Jodorovky. Déjà, ils ont d'autres projets : des adaptations de 6 nouvelles policières de Boileau-Narcejac, (style BD classique) ; une suite aux aventures de l'enfant Liane (à la forme indécente aujourd'hui). Pour Deops, leur album ressemble presque trop à un livre. "Il n'y a pas aujourd'hui d'idées neuves mais on veut travailler sur la forme, inventer de nouveaux déclencheurs. C'est une parabole bizarrement mise

en scène, volontairement. Cet album, notre premier "enfant", c'est comme un déblocage : Il nous fallait vider notre abcès, évacuer du conceptuel, sur le pouvoir subtil, sophistiqué, la France Profonde, l'Evidence, les Moeurs... Racine Carrée d'une Ombre ; c'est un peu le mongolien, on en fera d'autres... on peut améliorer la race !". Rires, temps mort : beurk, quelle horreur !" ■

Nicolas.

"Racine carrée d'une ombre élevée à la puissance" (64 pages) il est vendu 30F aux libraires. Avec les prix libres vous le trouverez à Nantes entre 42 et 48 F.

LIBRAIRIE à ST NAZ.

arcane 17

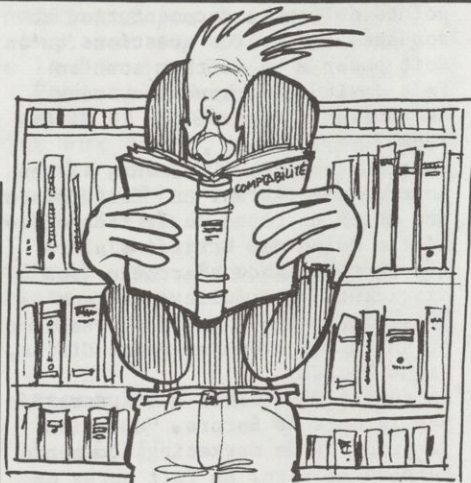
A St Nazaire, au tout début de la longue rue de la République, Christian, vient de créer la librairie Arcane 17.

"Il y a longtemps que je me passionne pour le livre. J'ai fait un stage dans une librairie de Quimper. Alors je me suis décidé. Seul, j'ai emprunté en Banque et un peu auprès de copains. D'ailleurs ce sont eux qui m'ont aidé à aménager le magasin, les rayons".

Les rayons ! Peu de livres mais un choix précis, décidé dans les rubriques : politique, écologie, femmes, B.D, quelques livres d'enfants.

En fait Christian, pour le moment, ne veut pas beaucoup de livres, mais choisit, en donnant la priorité aux livres provenant de petits éditeurs : "Je choisis les livres qui me plaisent, qui m'apportent quelque chose !". Mais Christian voudrait que des gens s'intéressent à la librairie disent ce qu'ils voudraient y trouver. Il ne veut pas être un commerçant, mais plutôt que la librairie devienne un lieu de rencontre, d'animation, d'exposition. En effet, les semaines qui viennent verront les murs se couvrir de photos.. ou d'affiches.

Mais il y a nécessairement une distance entre l'envie d'avoir des bouquins, de les lire tous, de discuter avec les gens et le côté réaliste de la gestion : 3H de comptabilité tous les jours. "Je calcule le prix de vente au plus juste pour ne pas arnaquer les gens. Les charges sont lourdes : le magasin, les emprunts, les frais de transport des livres. Les éditeurs ne s'intéressent pas aux petits libraires et nous n'avons pas droit aux sur-remise-dépôt. D'ailleurs les dépôts ne m'intéressent pas.



Mais son souhait, son pari, c'est que ce soit les gens qui inventent la librairie, qui apportent quelque chose d'eux mêmes.

"Je sais que c'est un peu utopique mais je ne veux pas faire de concession. Je ne vendrais pas de la merde. C'est très clair pour moi : sinon je ferais autre chose. La librairie sera ce que les gens en feront." ■

anar.camp

CAMPING LIBERTAIRE EN BRETAGNE.

L'OCL organise cet été, entre le 13 juillet et le 17 août, un camping. Le terrain se situe sur la commune de St Tugen, entre Audierne et Plogoff.

Ce camping se veut aussi être un lieu de débats et de confrontations politiques, formalisés ou non ; sans oublier la vie au grand air. Plusieurs-lieux collectifs : différents coins bouffe, café, librairie. Du matériel sera prévu pour les gosses.. avec la proximité de la mer en sus.

Prix de la journée : à partir de 20F, en fonction du salaire ; gratuits pour les enfants. Sans oublier ACIER INOX, journal libertaire diffusé sur tout l'Ouest et en vente à Nantes à la Lib. 71.

session intelloches

ROLE ET RESPONSABILITE DES "TRAVAILLEURS INTELLECTUELS".

1. Qu'appelons-nous travailleurs intellectuels ?

Schématiquement, nous appelons "travailleurs intellectuels" tous ceux dont l'activité professionnelle nécessite une part substantielle de réflexion.

2. Dans cette session nous essaierons d'analyser notre rôle et notre responsabilité de travailleurs intellectuels dans trois directions :

- L'importance des média ; Le pouvoir intellectuel ; la crise idéologique.

Conditions financières et indications pratiques :

Durée : du samedi 12 juillet à 17H au mercredi 16 à midi, Lieu : CPO 56 rue E. Verdon à Celles/Belle en Poitou,

Prix de la session : frais de pension et d'hébergement 200F, payables au moment de la session (demi-tarif pour les enfants de moins de 10 ans) frais d'inscription 50F payables au moment de l'inscription.

Il sera demandé aux sessionnaires un minimum de participation à certains petits travaux pratiques (service, vaisselle, tables...). S'inscrire avant le 5 juillet. ■



CINEMA

KATORZA UNE SEMAINE DE VACANCES (Tavernier)
LULU (Borowczyk)
AMERICAN GIGOLO (Schrader)
LES MONTRESSES (Zampa)
14H30. 20H. 22H15.

COLISEE MON ONCLE D'AMERIQUE (Resnais)
LES HERITIÈRES (Meszaros)
CALIGULA (U.S.A.)
14H30. 20H. 22H15.

APOLLO MOON RAKER (J. Bond) 13H45. 16H20.
19H45. 22H20.
A NOUS LES PETITES ANGLAISES 14H.
16H20. 19H50. 22H10.
DES ROSES ROUGES POUR LE FUHRER
14H10. 16H10. 20H. 21H55.
OPERATION DRAGON 14H05. 16H05.
20H05. 22H05.
LE CHAINON MANQUANT (Picha) 15H55.
22H15.
GUYANA, LA SECTE DE L'ENFER (Mexi-
cain - Cardona) 13H45. 20H05.

GAUMONT TELEPHONE PUBLIC (Perrier) 14H05.
16H45. 19H50. 22H30.
LES SOUS DOUES (Zidi) 13H55. 16H.
20H25. 22H30.
DINGO & DONALD CHAMPIONS OLYMPIQUES
13H50. 16H. 20H20. 22H30.
LE SHERIFF ET LES EXTRA-TERRESTRES
(avec Bud Spencer) 13H55. 16H. 20H25
22H30.
LES VALSEUSES (Blier) 14H15. 16H45.
20H. 22H30.
ROSE 13H50. 16H. 20H20. 22H30.

CONCORDE LES HOMMES DU PRESIDENT (Pakula) -
RENCONTRE AVEC DES HOMMES REMARQUA-
BLES (P. Brook) 20H.
LE PRETE-NOM (Ritt avec W. Allen) -
JULES ET JIM (Truffaut) 20H15.
LES REVOLTES DE L'AN 2000 (Esp.
Serrador V.O) - EQUUS (Lumet) -
WOODSTOCK 22H15.
LITTLE BIG MAN (Penn) 22H30.

VERSAILLES ENQUETE SUR UNE PASSION (G.B. Roeg)
20H.
LE DERNIER TANGO A PARIS (Batolluci)
20H15.
TOMMY (Russell) 22H15.
LE GRAPHIQUE DE BOSCOPI (Sotha -
Dumoulin) 22H30.

Américain (1 h 50).
Réal.: Paul Schrader;
avec Richard Gere,
Lauren Hutton, Hector
Elizondo, Nina van Pal-
landt.



american gigolo.

AMERICAN GIGOLO

Richard GERE, le gigolo, promène sa nonchalance trop étudiée devant les caméras éblouies de Paul SCHRADER. Infirmier des corps pour milliardaires mûres (c'est le scénario), ses séances ne sont pas remboursées par la Sécurité Sociale. Il finira, héros de mélo, sur fond de violens et de "Jeu-thaïme". Beurk ! G.

RENCONTRES AVEC DES HOMMES REMARQUABLES

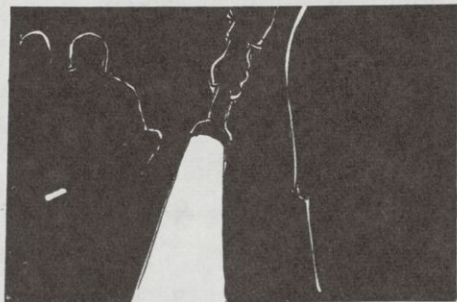
Anglais (1 h 47) Réal.: Peter Brook; avec Dragan Maksimovic, Terence Stamp, Athol Fugard, Gerry Sundquist, Grégoire Aslan.

Tiré du bouquin de Gurdjieff, le film de Peter Brook retrace la quête métaphysique de l'écrivain. Du désir vital de savoir pourquoi on est là (entendez sur cette terre...), on traverse les obstacles naturels, dépasse les gouffres financiers, pour mieux s'enfoncer, de rencontre en rencontre, dans un mysticisme de plus en plus profond, jusqu'au temple suprême. Le genre d'idée fixe qui vous mène en 2 h de la curiosité au moralisme. On nage dans le gourou jusqu'au cou.

Peter Brook est avant tout une bête de théâtre et si, dans les premiers moments du film, des lourdeurs de mise en scène cinématographique ont l'avantage de créer une distanciation par rapport au sujet, le film se prend malheureusement rapidement au sérieux. Les différentes séquences s'articulent mal entre elles et ne parviennent à s'appliquer à la cohérence formelle qu'aurait nécessité l'idée fixe du narrateur.

Reste la qualité de la photo due à la beauté naturelle des paysages filmés...

L'Afghanistan...vous connaissez ? P.



AGENDA

• mercredi 2'

21H : Concert de clavecin à l'Eglise Ste Croix avec GUSTAVE LEONHARDT dans des oeuvres de COUPERIN et J.S BACH. 30 F.

• jeudi 3

21H : Violon avec MARIE LEONHARDT et clavecin avec ROBERT WOOLLEY dans des oeuvres de Bach, Haendel, Rebel, Veracini à l'Eglise Ste Croix. 30F.

• vendredi 4

21H : clavecin avec KENNETH GILBERT dans des oeuvres de Couperin, Mattheson, J.S. Bach, à l'Eglise Ste Croix. 30F.

• samedi 5

21H : LA GRABOTTE folk à la MJC de St Brévin 108 av du Maréchal Joffre.
21H : cirque DUMAS, place Wilson, La Bernerie en Retz.

• mardi 8

20H45 : Mardi musicaux avec la chorale et l'orchestre de Vallet, Chapelle St Louis, St Brévin les Pins.

• mercredi 9

21H : DUN (jazz-rock) à la MJC de St Brévin 108 av Maréchal Joffre.
21H : cirque RITZ, place Wilson, La Bernerie.
21H : cirque KLISING, ancien stade, St Brévin.

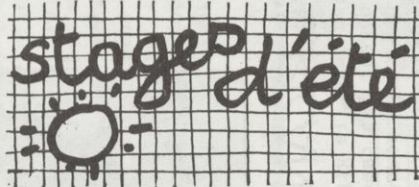
• LARZAC.

Du 2 au 9 juillet, recherches théâtrales : "LA VIOLENCE et le SACRE" à partir de l'oeuvre de R. GIRARD, par l'atelier du possible.

Du 10 au 13 juillet, session sur le thème : "De l'économie distributive à l'autogestion" par le Mouvement Autogestion distributive.

Du 13 au 19 juillet, stage sur le thème : "L'audiovisuel, un langage à apprendre et à utiliser" avec des professionnels.

Du 13 au 19 juillet, "Eléments pour une défense populaire" par le MAN.



• TI KENDALCH

- la harpe celtique : atelier de construction et d'initiation du 7 au 11 juillet. Prix 1700F, la harpe construite restant la propriété du stagiaire.

- découverte de la danse traditionnelle en Bretagne (stage 2e degré) du 1er au 5 juillet 450F.

- activité enfant-danse. Colonies culturelles bretonnes du 5 au 26 juillet.

A) 8 à 12 ans; 25 places 1200F
B) 12 à 15 ans; 14 places 1200F.

• INITIATION mécanique auto

Stage de 40H, du 6 au 10 juillet, organisé par Culture et Liberté (centre de culture ouvrière). Ouvert à tous, peut entrer dans le cadre du congé éducation ouvrière/formation professionnelle permanente/congé cadre jeunesse.

S'adresser : 30 rue de la Boucherie 44000 Nantes tél : 48.48.16.

• STAGE poterie céramique. 300frs pour 9 jours.

Compris : hébergement, nourriture, cours, matériel.

- Initiation et perfectionnement aux techniques : plaque, colombins, émailage, engobes.

- Initiation au tournage ; - Cuisson au four à bois.

A l'auberge de jeunes de St Guen. A 2 km de Mur de Bretagne. Du 5 au 14 juillet. Renseignements et inscriptions : Auberge de jeunesse de St Guen 22530 MUR DE BRETAGNE. (16.96) 28.54.34.

• STAGE photo

L'association ACTION VIDEO 78 propose des stages d'initiation et de perfectionnement aux techniques photographiques. Les stages ont lieu à l'Auberge de Jeunesse de St Guen. Possibilité de séjourner sur place avant ou après le stage. L'auberge met à disposition des vélos. Le Lac de Guerledan se trouve à 5Km et un sentier de grande randonnée passe près de l'auberge. Le prix de stage est fixé à 650F, comprenant : l'hébergement, la nourriture pour les 5 jours, l'enseignement, les fournitures (films, papiers, produits) et le prêt du matériel.

Les prochains stages se dérouleront du 21 JUILLET au 26 JUILLET 80. 11 AOUT au 16 AOUT et du 18 AOUT au 23 AOUT.

ACTION VIDEO 78 : 124 Bd de Bezons 78500 SARTROUVILLE
Tél : 914.85.00

• Sculpture sur bois

Du 5 juillet au 14 juillet, à l'Auberge de Jeunesse de St Guen, (petit village de 450 habitants près de Mur de Bretagne). Prix : 900F (comprenant hébergement, nourriture enseignement et matériel).

Encadré par un artiste sculpteur local, le stage est conçu pour permettre à toute personne n'ayant jamais manié ou presque d'outils à bois de s'initier rapidement.

Se renseigner : Auberge de Jeunesse St Guen 22530 Mur de Bretagne. Tél : 28.54.34.

VACANCES

• une autre façon d'être touriste !

Le relais : Une maison au toit de chaume, un grand terrain planté de pins, surplombant la plage de la Mine d'Or... Des tentes plantées à l'abri des branches, un terrain de volley, des douches solaires... et des groupes de jeunes en vacances. Activités : remonter la Vilaine en canoé, visiter la Brière en chaland, découvrir l'arrière-pays en vélo, partir à la pêche avec des copains du pays, visiter les marais salants avec des paludiers.. et bien sûr se baigner, plage.

Soirées : films, musique, chansons, discussions sur les énergies nouvelles et soirées internationales. Des journées de chantier : l'aménagement du Relais continue. Il est réalisé par des copains en vacances ou en Week-end. Par exemple, les douches solaires, le barbecue ou le récupérateur de chaleur dans la cheminée...

Renseignements : Prix de la journée (pension complète) 54F. repas : 18F nuit et petit déjeuner : 18F. Il est possible de louer sacs de couchage et couverture : location 5F. Assurance-adhésion : 20F.

Pour toutes les activités de groupe Velo, C10, barques, voile... 10F. RELAIS INTERNATIONAL DE LA JEUNESSE 56760 PENESTIN. (99) 90.30.22.

LES PUCES DE MER BOYCOTTENT LES PLAGES

J'CONNAIS UN PTIT MAGASIN EN ARDÈCHE OÙ ILS ONT ENCORE DU SABIE BIO



MODE ESTIVALE : cet été, les microbes, anémiques, ne sauteront pas au dessus d'un mètre...

• vivre des vacances ... autrement !

C'est ce que vous propose l'Association Nantaise des Foyers de Jeunes Travailleurs et Travailleuses (A.F.J.T.) en organisant, du 12 au 27 juillet 80, un voyage rencontre avec des jeunes allemands de Kass-el.

Les objectifs essentiels de ce séjour étant la découverte des mondes du travail et des loisirs en Allemagne :

- rencontres avec des syndicalistes, des délégués du personnel, des organisations sociales et ouvrières.
- visites des usines WW, d'une coopérative ouvrière, d'une brasserie etc...

- discussion sur les thèmes : orientation professionnelle, formation, emploi, chômage, etc...
- loisirs : visites touristiques, promenades, sports...

800F français tout compris. Adressez vous : F.J.T. BEAULIEU 9 Bd Vincent Gâche. 44200 NANTES. Tél : 47.91.64.